



# Insécurité et violence dans l'Argentine néo-libérale. La gestion politique de la peur

Edgardo Manero

## ► To cite this version:

Edgardo Manero. Insécurité et violence dans l'Argentine néo-libérale. La gestion politique de la peur. L'ordinaire latino-américain, 2003, octobre-décembre (194), pp.41-72. halshs-00196527

**HAL Id: halshs-00196527**

**<https://shs.hal.science/halshs-00196527>**

Submitted on 13 Dec 2007

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# **Insécurité et violence dans l'Argentine néo-libérale.**

## **La gestion politique de la peur**

**Edgardo Manero**

*UMR 5136 Framespa-CNRS, Université de Toulouse-Le Mirail*

Depuis les années 80, en Argentine, la « guerre » qu'elle soit interne ou externe a cessé d'être perçue comme le moyen de résoudre les conflits politiques. L'expérience de la dernière dictature (1976-1983) a fondé le sentiment de refus d'une violence généralisée et a rendu possible un contrat qui apporte la paix intérieure.<sup>1</sup> Cependant, si au niveau politique la vie humaine est ressentie comme plus précieuse qu'autrefois, au niveau social le prix de la vie a fortement baissé du fait de la paupérisation de la société.

Avec la fin de la dictature, la sécurité ne devait plus relever du sens propre de la Doctrine de la Sécurité Nationale mais de l'ordre nécessaire pour garantir les institutions démocratiques et la protection des populations. Or, les nouvelles formes de délinquance ont modifié les termes du débat sur la sécurité et ont transformé le périmètre du politique dans une démocratie.

L'exclusion sociale apparaît comme une zone de contacts où se développent divers phénomènes de décomposition de l'ordre public, utilisés pour fonder de nouvelles stratégies de discipline sociale. Ils affectent le désir de renoncer à la loi du Talion, qui a accompagné l'expulsion de la violence hors de la politique à partir de l'instauration de la démocratie en 1983. La guerre froide est finie, la dictature est achevée, mais la réponse au nouveau problème de la délinquance reste, dans une grande partie de la société, militarisée.

### **L'augmentation de la violence**

Phénomène mondial, dans le « désordre global » les antagonismes réapparaissent clairement à l'intérieur des sociétés, s'exprimant non pas sous forme politico-militaire mais socio-policière. Il y a dans la globalisation un potentiel de violence lié à une augmentation des comportements illégaux. Pour certaines sociétés, comme aux États-Unis et au Brésil, la violence urbaine est connue. En Argentine, c'est un phénomène

---

<sup>1</sup> Sur la guerre et la variable type de régime voir K. Waltz, *Man, the State and War: A Theoretical Analysis*, Columbia University Press, New York, 1959.



relativement nouveau. En Argentine, les conflits résultant de cette nouvelle phase du capitalisme ne sont pas caractérisés par une violence de type politique, organisée comme une utopie antisystème qui conduit au cercle action politique-répression, mais par une violence de type social qui conduit à deux cercles parallèles : augmentation de la délinquance-insécurité-répression policière et augmentation de la protestation sociale-répression des forces de sécurité. Quand la violence politique apparaît, comme lors de l'affrontement armé entre groupes antagoniques péronistes à J.C. Paz<sup>2</sup> en 1999,<sup>3</sup> elle n'exprime plus des idéologies opposées, mais un conflit pour le contrôle des sources de financement des activités politiques et la répartition des bénéfices et prébendes. Elle exprime la corruption, le clientélisme, la confusion de l'espace public avec celui du parti politique.

Les années 1990 ont été caractérisées par de nouveaux types de conflits qui montrent l'incapacité des appareils de l'Etat à assurer l'ordre public. Conséquence de la dégradation socio-économique, la situation ne cesse d'empirer sur le plan sécuritaire. Des émeutes urbaines à la délinquance, les phénomènes d'exclusion et de chômage sont à mettre en rapport avec la violence.<sup>4</sup>

La montée de la violence privée, collective et d'Etat depuis la deuxième moitié des années 90 est l'autre visage de la détérioration socio-économique d'une société où l'inégalité atteint des dimensions inédites. La violence ne jaillit pas du néant social. Les transformations économiques ont eu des effets centrifuges : le fossé se creuse entre riches et pauvres et la classe moyenne s'effrite. La croissance du secteur criminel a accompagné le développement de l'économie informelle. Diverses formes de délinquance sont des réponses au chômage de longue durée. Dans la mesure où la récession et l'exclusion s'accroissent, l'économie criminelle tend elle aussi à s'accroître. À la fin du XX<sup>e</sup> siècle, les « vagues de violence » laissent la place à une violence structurelle.

Cependant, le taux de chômage isolé n'est pas un indice révélateur. Ce n'est pas tant le chômage qui est en cause, mais la difficulté pour les chômeurs de revenir sur le marché du travail, de trouver une occupation rémunérée dans l'économie informelle ou d'accéder à des formes diverses d'assistance : protection étatique, clientélisme politique ou aide des institutions religieuses ou des ONG. La vitesse des chômeurs à retrouver un emploi est une piste de réflexion sur le phénomène de la délinquance qui est très peu abordée.

---

<sup>2</sup> J.C. Paz est une des banlieues les plus pauvres du grand Buenos Aires.

<sup>3</sup> *Clarín*, 21/8/1999.

<sup>4</sup> L'association de la délinquance à la recherche d'une compensation directe à une frustration causée par la difficulté d'ascension sociale a été un paradigme classique dans les Sciences sociales. Ainsi des opportunités de réussites sociales par la voie légale bloquées donneraient naissance à la délinquance. Les travaux de R. Merton et d'A. Cohen illustrent cette interprétation. Il s'agirait d'une reprise de la tradition selon laquelle la source de l'agression se trouve dans une forme de frustration : le comportement agressif présuppose l'existence d'une frustration et, vice versa, l'existence d'une frustration conduit à une forme d'agression. La théorie de la frustration-agression a été développée par J. Dollard et son groupe de travail à l'université de Yale à la fin des années 1930. Voir J. Dollard, L. Doob, N. Miller *Frustration and Agression*, Yale University Press, New Haven, 1939.



En période de crise économique le vol constitue une forme de survie dans des sociétés où une protection sociale est inexistante.

En l'an 2000, pour la seule ville de Buenos Aires, les délits ont augmenté de 30 % par rapport au mois de septembre 1999 et, sur cent personnes, 12 ont été victimes de vols.<sup>5</sup> Dans la décennie 1990, les vols recensés dans la ville de Buenos Aires se sont développés de façon exponentielle : 61.203 en 1990, 120.394 en 1995, 199.587 en 2001. De 21.181 cas de vols recensés en 1992, on est passé à 142.784 en 2001.<sup>6</sup> Selon des chiffres officiels, huit habitants de Buenos Aires sur dix craignent d'être victimes d'une agression.<sup>7</sup> L'augmentation, ces dernières années, des délits relatifs aux biens illustre la relation de la délinquance avec la détérioration de la distribution des revenus.<sup>8</sup> En Argentine, les atteintes aux biens représentent plus de la moitié de l'ensemble des délits.

Toutefois, il convient de relativiser les statistiques.<sup>9</sup> On estime que seulement un tiers des délits est révélé.<sup>10</sup> La tendance à ne pas dénoncer les délits est une autre des manifestations de la situation d'anomie généralisée de la société argentine. Ne pas porter plainte est une forme de non-participation à la vie publique et revient à accepter l'impossibilité de modifier la réalité. Comme toutes les institutions, la crédibilité du système pénal est en baisse. L'enquête du Ministère de la Justice montre sur le premier semestre de l'année 2002 la méfiance de la population envers la police et la justice. Face à l'augmentation des délits, le nombre de plaintes a chuté. La sensation d'inaction de la police et de la justice fait que porter plainte est considéré comme une perte de temps.<sup>11</sup>

Nous sommes cependant loin de vouloir établir une relation mécanique entre violence et pauvreté ou de réduire le développement de la délinquance à l'augmentation de la misère. Il suffit de rappeler que la hausse de la fréquence des délits et des crimes serait une caractéristique de l'ensemble des pays industrialisés depuis la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle.<sup>12</sup> La violence peut être endiguée par des mécanismes « idéologiques », dont

---

<sup>5</sup> Ministère de la Justice de la Nation, *Noticias*, 30/9/2000.

<sup>6</sup> Direction de Politique Criminelle du Ministère de la Justice de la Nation, *Clarín*, 1/10/2002.

<sup>7</sup> *Le Monde*, 23/5/2001.

<sup>8</sup> Dans une société caractérisée par l'absence d'une culture de l'assurance habitation, celle-ci a augmenté de 20,6 % entre les années 1999 et 2000. *Clarín*, 18/2/2001.

<sup>9</sup> Les données disponibles en matière de délinquance et de criminalité ne sont pas abondantes et présentent une série considérable de problèmes méthodologiques : difficulté d'accès, multiplicité des sources, ambiguïté dans la qualification des délits, absence de dénonciations, manipulation à des fins diverses, manque de statistiques pour établir les différents types de délinquance. Voir [www.jus.gov.ar/polcrim](http://www.jus.gov.ar/polcrim).

<sup>10</sup> *Clarín*, 25/7/1999.

<sup>11</sup> Seulement 24% des victimes portent plainte. Les personnes qui portent le moins plainte sont les plus de 65 ans, les plus pauvres et les femmes. [www.jus.gov.ar/polcrim](http://www.jus.gov.ar/polcrim)

<sup>12</sup> La montée de la violence dans les démocraties occidentales a été analysée par de nombreux travaux. Voir T. R. Gurr, «On the History of Violent Crime in Europe and America» in H. D. Graham et T. R. Gurr (eds) *Violence in America : Historical and Comparative Perspectives*, Beverly Hills, CA, Sage 1979; M. Zahn, «Homicide in the Twentieth Century : Trends, Types and Causes», in T. R. Gurr (ed), *Violence in America*.



la religion a toujours été le cas exemplaire. L'effondrement de ces mécanismes contribue au développement de la violence.

Les liens qui unissent inégalités économiques et délinquance doivent être circonscrits dans le temps et dans l'espace. Si les inégalités favorisent la violence – à ce titre la politique économique des années 1990 a renforcé la délinquance – elles ne rendent pas compte de l'évolution de l'ensemble de celle-ci, ce qui ne revient pas cependant à dire qu'elle n'a aucun rôle. Dans le cas argentin, l'économie n'est pas suffisante pour expliquer le mouvement général de montée de la violence à l'échelle de la société tout entière.

Des éléments de la culture politique, au sens large, influencent les relations des facteurs « économiques » comme l'inégalité ou le chômage avec la délinquance. La croissance de la violence interpersonnelle se produit dans le cadre des grandes tendances des années 1990 en matière d'action publique : la perte de la centralité de l'Etat et de la politique et ses conséquences sur le niveau de vie, sur les systèmes d'aide sociale et sur l'éducation. Dans une société où le principe de la justice sociale était ancré, les inégalités économiques affectent les espoirs installés avec le retour à la démocratie et génèrent du conflit.

En Argentine, l'augmentation de la violence est en relation avec la modification générale de l'organisation sociale par les forces économiques, mais elle doit être aussi mise en relation avec des transformations « politiques ». 1) La rupture de la relation entre la démocratisation et la mobilité sociale. Pour la première fois,<sup>13</sup> la démocratie est associée à des expériences négatives de distribution des revenus, à l'exclusion sociale et au faible espoir de promotion sociale.<sup>14</sup> 2) La remise en cause définitive du mythe, fondé sur le péronisme, d'une « société juste ».<sup>15</sup> 3) La perception, installée dans les années 1990, d'une inégalité extrême dans la distribution des revenus, d'une corruption généralisée et d'une dérive « mafieuse » de la société. 4) L'affaiblissement de l'Etat et ses conséquences sur son monopole de violence légitime. 5) L'absence de formes de canalisation politique des frustrations.<sup>16</sup>

Ainsi, une partie considérable des faits violents, dont la montée de quelques phénomènes de délinquance, peut être considérée comme une forme primitive de

---

*The History of Crime*, London, Sage Publications, vol 1, 1989; S. Roché, *Sociologie politique de l'insécurité*, PUF, Paris, 1998.

<sup>13</sup> Les processus démocratiques antérieurs avaient été caractérisés par l'inclusion politique et la mobilité sociale ascendante.

<sup>14</sup> A. Minujin y G. Kessler, « La nueva pobreza en Argentina », *Temas de Hoy*, Buenos Aires, 1995.

<sup>15</sup> Ceci s'accompagne de la perte de crédibilité de la politique en général et de la classe politique en particulier ainsi que de multiplication des pouvoirs.

<sup>16</sup> Dans les années 90, un type de participation populaire d'un genre nouveau s'est forgé : les *piquetes*. Cette participation aura cependant une importance massive seulement à partir de la fin de l'année 2001. Le barrage des routes et les piquets dénotent un mode d'action structuré sur la coercition. Ils répondent à l'objectif de faire pression sur les autorités via la perturbation de l'ordre public.



révolte sociale.<sup>17</sup> La violence s'est à nouveau répandue dans le tissu social, cette fois sous la forme d'individus désespérés face à la crise mais aussi de bandes, de réseaux. On peut distinguer deux situations. Dans les années 90 cohabitent une petite délinquance (vol de téléphones portables, de voitures et rackets) et une délinquance plus sophistiquée, ciblée sur la séquestration et les braquages de restaurants et de banques.<sup>18</sup> Cette dernière s'est accompagnée d'un fort développement des prises d'otages et des assassinats.

La criminalité de la fin des années 90 se différencie des autres vagues de délits, au niveau quantitatif aussi bien que qualitatif. La violence présente des originalités comme la rupture avec les codes traditionnels qui accompagnaient la délinquance : ne pas voler dans son propre quartier ou éviter des dommages « injustifiés ». La constatation de mineurs qui tuent sous l'emprise de drogues ou lors des interventions de la police est une des caractéristiques nouvelles de cette délinquance. L'inexpérience et la peur d'une délinquance « non professionnelle » face à une police caractérisée par sa « gâchette facile » sont des éléments centraux à considérer dans l'augmentation des assassinats de policiers observée ces dernières années. L'incorporation de la haine dans le délit est aussi une nouveauté, constituant la réponse à la « gâchette facile » traditionnelle de la police. Le simple fait d'être policier ou membre d'une force de sécurité est une raison suffisante pour être tué par les délinquants. Nous sommes face à l'institution d'un jeu à somme nulle entre policiers et délinquants.

La crise de décembre 2001 a relancé le recours à la violence. Elle a installé les protestations et a contribué à une augmentation progressive des délits et à leur aggravation. La crise a renforcé une série de phénomènes présents dès la fin des années 90, comme les délits impliquant la police et le cercle vicieux de violence entre délinquants et forces de sécurité. Le manque de liquidités à la suite des mesures économiques de la gestion de l'*Alianza*, a affecté les « petits boulots » à la base de l'économie marginale permettant la survie d'importants secteurs de la population. Ceci a poussé à des attitudes, qui à des degrés divers – de l'obstruction de l'espace public au vol en passant par le saccage –, impliquent le recours à la violence.

La violence qui a accompagné les faits de décembre 2001 est marquée tout d'abord par le retour de phénomènes récurrents. En premier lieu, des pratiques répressives par des institutions de sécurité, en particulier la Police Fédérale : tortures, intimidations, enlèvements, assassinats ciblés,<sup>19</sup> détentions arbitraires, et une incapacité à gérer la répression dans les limites de l'Etat de droit.<sup>20</sup> En second lieu, des manœuvres d'action

---

<sup>17</sup> Le développement de la *cumbia villera* avec l'apologie de la délinquance est un indicateur de cette nouvelle conjoncture.

<sup>18</sup> Les années 80 étaient caractérisées par les vols d'autoradios, les cambriolages de résidences secondaires et les vols dans les bus.

<sup>19</sup> De nombreux morts étaient des membres d'organisations de défense des droits de l'homme. Le cas de l'instituteur C. Lepratti, « fusillé » dans une école d'un quartier défavorisé, est un exemple du caractère ciblé de la répression.

<sup>20</sup> Le gouvernement radical soutient que les « erreurs » dans la répression résultent du fait que la police a désactivé ou diminué les corps anti-émeutes en raison de leur mauvaise réputation ou pour des problèmes



psychologique destinées à générer la psychose : fausses alertes, rumeurs et incitation au pillage ou à l'autodéfense par des hommes étrangers au quartier<sup>21</sup> et l'utilisation d'anciens paramilitaires, des services de renseignement, de gangs et de clientèles politiques.<sup>22</sup> Mais la violence montre également des nouveautés<sup>23</sup>, qui sont le résultat de l'affaiblissement de l'Etat par le néo-libéralisme, approfondi par le vide politique et l'effondrement du principe d'autorité et la délégitimation de la classe politique qui a accompagné les derniers jours de F. De la Rúa : 1) l'utilisation de la situation de crise par la délinquance,<sup>24</sup> 2) la constitution de groupes d'autodéfense et de voisins recourant aux armes,<sup>25</sup> 3) l'importance des polices privées dans la défense des grands commerces, 4) les agressions physiques contre des membres de la classe politique.

Au milieu de l'année 2002, l'insécurité est le sujet central. La destruction du système bancaire a entraîné le développement de nouvelles modalités délictuelles, comme les séquestrations *express* ou l'utilisation de la torture dans les cambriolages. De nouvelles formes de séquestration apparaissent à partir de l'année 2001. L'enlèvement *express*, qui a été la modalité délictuelle la plus développée au cours de l'année 2002 – une plainte était déposée toutes les 36 heures –,<sup>26</sup> est étroitement liée à la crise elle-même. Elle diffère des séquestrations traditionnelles, très ciblées. Cette modalité a connu une progression constante.

La vague des séquestrations en 2003 doit être considérée dans le cadre des tentatives de modifications de l'institution policière initiées sous l'administration Duhalde et poursuivies par Kirchner.<sup>27</sup> Traditionnellement, l'inaction policière est en Argentine une façon de faire sentir à la classe politique que toute politique de sécurité en dehors du contrôle de la police n'est pas envisageable.<sup>28</sup>

---

de budget en confiant la répression à des policiers spécialisés dans la grande délinquance et non dans la dissuasion. *Clarín*, 23/12/2001.

<sup>21</sup> De nombreux témoignages font référence à des voitures particulières et à des hommes armés qui alertent les quartiers populaires de l'arrivée d'habitants de bidonvilles pour piller les maisons, à la distribution de tracts appelant à l'autodéfense ou à la présence de personnes qui véhiculent des fausses nouvelles sur la distribution d'aliments près des supermarchés.

<sup>22</sup> La thèse de la conspiration est la principale défense de F. De la Rúa.

<sup>23</sup> Bien que présents dans les émeutes de 1989, ces phénomènes avaient une dimension mineure.

<sup>24</sup> Ainsi, on peut évoquer des actions organisées par des délinquants qui payaient des personnes pour participer aux pillages et ensuite voler des articles de valeur dans les commerces, le vol des voitures ou la demande de droit de péage.

<sup>25</sup> Une partie importante des morts et des blessés a été le résultat d'actes de défense de la part des petits commerçants.

<sup>26</sup> *Clarín*, 25/10/2002.

<sup>27</sup> Au milieu de l'année 2003, le démantèlement des réseaux de vente de pièces détachées liés aux vols de voitures a modifié les comportements délictuels.

<sup>28</sup> L'année 2000 a été caractérisée par une sorte d'état de rébellion au sein de la direction de la police fédérale, du fait de la non-reconnaissance par certains officiers de l'autorité du chef désigné par l'autorité politique. Dans ce contexte de pression sur l'exécutif, il convient de souligner la violence avec laquelle fut réprimée, le 19 avril 2000, la manifestation organisée par le MTA qui s'opposait à la réforme du code du



La responsabilité d'organisations criminelles – mise en évidence par l'utilisation au niveau opérationnel de tactiques de type commando, par le travail de renseignements et par le type d'armement – est partagée avec une délinquance moins professionnelle. Le recours à la mutilation du séquestré comme preuve, l'assassinat des victimes et la séquestration des proches de personnalités, en particulier des footballeurs, ont conféré à cette forme de délit une forte répercussion sociale. Elle a également participé au développement du sentiment d'insécurité : compte tenu de la faible rançon exigée, toute personne est une cible potentielle.

A partir de juillet 2002, les mécanismes de protestation et de participation sont associés à la question de l'insécurité, qu'il s'agisse des marches de refus dénonçant le manque de sécurité, de la réalisation de piquets pour demander la justice ou de la constitution des réseaux de protection contre le délit comme le système des voisins solidaires ou les radio-taxis.<sup>29</sup> Forme extrême de protestation, l'incendie d'un commissariat par les voisins est survenu à la suite de l'assassinat d'un mineur qui avait été kidnappé, affaire dans laquelle la police de la province de Buenos Aires a été soupçonnée d'inaction, si ce n'est de complicité. Bien que la récupération de la participation et la protestation pour dénoncer l'insécurité aient un caractère polyclassiste, les premiers événements ont été organisés par des secteurs moyens liés en particulier à des écoles privées. Cette modalité de participation à la demande de sécurité a un caractère novateur. Elle sera relancée dans le cadre de la vague des séquestrations de 2003.

Un autre élément à souligner est celui de l'installation du débat sur la syndicalisation des forces de sécurité, résultat de la participation ouverte d'un policier à côté des manifestations des *piqueteros* et du contact établi entre un groupe de policiers et l'organisation syndicale CTA. Le policier *piquetero* apparaît comme l'expression médiatique de l'initiative d'un secteur réduit de la police de la province de Buenos Aires de créer un syndicat. Refusée farouchement par les autorités policières, cette idée viserait, selon leur chef, la destruction de la police. Dans ce cadre, le vice-ministre de la sécurité de la province, perçu comme responsable du projet pour syndicaliser la police, a été limogé.<sup>30</sup>

## La décomposition de l'Etat

Si la violence est liée à la décomposition sociale, elle reflète le degré d'effondrement de l'Etat propre au néo-libéralisme. Au cours des années 1990, de nouvelles formes d'organisations criminelles se sont mises en place, en partie liées à cet effondrement. Ainsi, l'augmentation des vols sur les autoroutes, qu'il s'agisse de marchandises ou de personnes, est une nouvelle forme de piraterie qu'il est impossible de séparer de l'affaiblissement de l'Etat.

---

travail, le retour des braquages de banques et de restaurants et la fuite en septembre 2000 des assassins du vice-Président du Paraguay, L. M. Argaña.

<sup>29</sup> La principale fonction de ces réseaux est d'informer la police sur tout incident dans l'espace public.

<sup>30</sup> *Clarín*, 6/1/2003.





Dans les années 1990, nous sommes confrontés à l'éclosion d'une criminalité nouvelle, fortement militarisée au plan opérationnel et logistique. La logistique, les tactiques et la sophistication des éléments utilisés sont révélatrices du professionnalisme de cette criminalité.<sup>31</sup> Dans ces organisations consacrées fondamentalement au vol de banques ou à la séquestration, la participation de membres ou d'ex-membres des forces de sécurité est importante. Le cas paradigmatique a été la *superbanda*<sup>32</sup> composée d'anciens militaires dont un sous-officier *carapintada*, d'anciens guérilleros, membres de l'ERP et des *Montoneros*, et de policiers ou celui encore de Sánchez Reisse, agent de la dictature, collaborateur des *contras* au Nicaragua et ensuite chef d'une bande spécialisée dans l'enlèvement des chefs d'entreprise.

La forte présence du personnel de sécurité dans les statistiques des délits est le signal le plus évident de la décomposition de l'Etat. Conséquence de son inefficacité, mais surtout de sa participation aux délits divers et de son utilisation du manque de sécurité pour faire pression sur la politique afin de protéger ses pratiques mafieuses, la police est devenue une source d'insécurité quotidienne. L'augmentation de la connivence des policiers avec des délinquants a été une constante de ces dernières années. La police est sérieusement remise en question en raison de ses liens avec la délinquance. La police n'est pas seulement accusée de participer à l'administration du délit, mais aussi d'être une source d'insécurité. La présence importante du personnel lié à la sécurité dans les statistiques des délits est le signe le plus évident de l'effondrement de l'Etat. En novembre 2003, une loi a été approuvée qui aggrave les peines des membres des forces de sécurité participant à des actes criminels ou des délits.<sup>33</sup> Elle est le contrepoids de la loi accentuant les peines pour l'assassinat de policiers ou de membres des forces de sécurité, votée au début de la même année.

Le cas de la police de la province de Buenos Aires, force de sécurité la plus importante du pays, est significatif. Elle est soupçonnée de fusillades, de falsifications d'expertises et de preuves, d'espionnage sur des étudiants et des syndicalistes, de soutien aux réseaux de jeux clandestins, de trafic de drogue, de vols de voitures ou d'attaques de banques,<sup>34</sup> de participation aux attentats antisémites,<sup>35</sup> de coups montés et d'intimidation et assassinats de journalistes, de complicité dans des séquestrations.<sup>36</sup>

<sup>31</sup> Des fusils Fal ou Uzi, des pistolets 9 et 11, 25 mm, des gilets pare-balles et des équipements de communications faisaient partie de l'attirail des délinquants pendant la vague de braquages de banques et de restaurants des années 1998-1999.

<sup>32</sup> Elle était dirigée par un ex-*Montonero* : M. Nicolletti.

<sup>33</sup> *Clarín*, 13/11/2003.

<sup>34</sup> La complicité des policiers dans les vols de banque va de la participation active jusqu'à la vente des plans de la banque. *Clarín*, 29/8/1999.

<sup>35</sup> La collaboration dans l'attentat contre l'AMIA ou la destruction des tombes de cimetières juifs.

<sup>36</sup> Les massacres d'Ingeniero Budge, Wilde ou Ramallo, les assassinats des jeunes S. Schiavani, M. Albanese ou W. Bulasio, le cas de J. Hernández blessé dans un affrontement et ultérieurement exécuté, la mort présentée comme un suicide de M. Saldaña, l'attentat contre le journaliste López Echague, l'assassinat du journaliste J. L. Cabezas, la disparition de M. Bru après avoir dénoncé le commissariat du 9 de La Plata pour abus d'autorité, la torture de S. Durán, la détention, l'assassinat et l'incinération de C. Campos, l'espionnage idéologique dans le cas Martínez, sont les cas les plus connus.



Or, un espace large et hétérogène – des associations de quartier jusqu'aux journalistes – pour lequel le respect de l'ordre est la priorité, considère a priori les policiers comme des héros.

La décomposition de la police comme force d'ordre public est une conséquence de la dernière dictature, que la classe politique n'a pas voulu changer. Pendant le gouvernement radical (1983-1987), s'il y a eu un changement des chefs liés à la dictature, en revanche tous les cadres moyens formés à l'époque du général R. Camps sont restés en poste. Le gouvernement péroniste d'A. Cafiero (1987-1991) a essayé par la suite de réformer l'institution en destituant le personnel accusé de violations des droits de l'homme. La réforme a été conduite par le ministre L. Brunati, qui a dû démissionner sous la pression des commissaires et d'un réseau de politiciens péronistes et radicaux.

Depuis la restauration de la démocratie, la police de la province de Buenos Aires, surnommée la « maudite police », a développé un système de pactes avec le pouvoir politique, basé sur le contrôle traditionnel de l'économie liée à la criminalité. La société policiers-politiques se structure sur un pourcentage de l'argent des activités illégales utilisé pour financer clandestinement la politique. Le financement des activités politiques locales à partir des fonds dérivés des activités illégales associe la police, les dirigeants territoriaux et les législateurs. Les dirigeants du parti Justicialiste eux-mêmes ont fait obstacle au processus de réforme initié en 1998, empêchant qu'il atteigne les mairies. En novembre 2003, les déclarations du ministre de la justice G. Bélis évoquant cette complicité ont provoqué une forte réaction des maires justicialistes du grand Buenos Aires et une polémique à l'intérieur du gouvernement Kirchner.

La police a une capacité d'extorsion sur la classe politique qui bénéficie du modèle mafieux de sécurité. La relation entre le maire et le commissariat fait partie d'un mécanisme d'accumulation : subornation de commerçants, contrôle du jeu, vente de drogues, prostitution, vente de pièces détachées. Ce système explique la pression des maires dans la désignation des commissaires.<sup>37</sup> Le traditionnel « pot-de-vin » ou le fait de soudoyer la police pour exercer des activités illégales ont laissé place au racket dans les commerces légaux. La référence traditionnelle des commerçants qui encourent d'être volés s'ils n'acceptent pas de payer une « protection » s'accompagne d'une nouvelle pratique consistant à menacer ces derniers de les envoyer en prison à la suite de coups montés.<sup>38</sup> À partir de l'année 2003, l'enrichissement des chefs de la police deviendra la manifestation la plus évidente de la corruption institutionnelle.

Parallèlement, il existe un malaise diffus dans les secteurs bas de la police, fondé sur des demandes institutionnelles d'une part, comme le manque de transparence et d'écoute des besoins des membres, le clientélisme, l'arbitraire dans les qualifications, les représailles, la mauvaise image, et sur des demandes d'ordre professionnel d'autre part,

<sup>37</sup> C'est dans ce contexte qu'il faut inscrire l'attentat contre la présidente des « Grands-mères de la Place de mai », E. Carlotto, qui avait participé à l'élaboration d'un document dénonçant les abus et les délits commis par la police de la province de Buenos Aires.

<sup>38</sup> Selon le *Centro de Estudios Para la Nueva mayoría* 47 % des habitants de Buenos Aires ont une image négative de la police fédérale, 39 % en ont une image moyenne et 12 % une image positive. *Noticias*, 30/9/2000.



comme l'obsolescence du matériel, des munitions et des gilets pare-balles, les rétentions coercitives, le manque de préparation, les bas salaires qui obligent à faire des journées de 18 heures ou à exercer à côté des petits boulots.

## **Organisations criminelles et économie-monde**

La violence doit également être pensée dans le cadre d'un système-monde de plus en plus soumis aux dynamiques de la dérégulation. La mondialisation s'est accompagnée de nouvelles formes criminelles plus ou moins internationalisées, organisées en réseaux délocalisés et construits sur la circulation mondiale des produits et services illicites. Elle rend possible l'institution d'un marché international de biens et services illégaux : drogues, véhicules volés, oeuvres d'art, armes, trafics de personnes clandestines, technologie industrielle, bois, pierres précieuses, etc.

Les organisations criminelles bénéficient de la globalisation et de ses régionalisations. Quelques caractéristiques propres au néolibéralisme et à la globalisation aident au recyclage de l'argent sale, comme la libre circulation des capitaux, les nouvelles places financières, les marchés émergents, l'indifférence fréquente du secteur bancaire et des institutions financières aux affaires criminelles, la porosité des frontières terrestres et les nouvelles technologies. L'économie illicite propre aux organisations criminelles accentue les facteurs de déstabilisation des sociétés en crise.

On considérera les organisations criminelles comme un phénomène polymorphe structuré sur un haut niveau d'organisation, une importante division du travail et une forte hiérarchisation consistant dans la pratique systématique de la violence et de l'illégalité avec l'objectif d'accumuler des richesses et d'acquérir du pouvoir et des influences.

En Argentine, la crise du système de valeurs et la perte de repères de la société conduisent à un sentiment de « mafialisation » de la société. La progression de la criminalité dans les dernières années a été accompagnée par une criminalisation de l'Etat et le soupçon d'une corruption généralisée de la classe politique,<sup>39</sup> dont le développement de contacts avec diverses mafias étrangères. L'idée que le crime organisé commercialise des biens et des services illicites (jeux clandestins, prostitution, usure, « protection », trafic d'influence, de voitures volées et d'armes, blanchiment d'argent, drogues) avec le soutien passif de l'Etat et de la classe politique s'est largement répandue de même que des suspicions de collusion de certains membres du gouvernement de Menem avec des organisations criminelles.<sup>40</sup> Cette administration a d'ailleurs été impliquée dans le trafic d'or et d'armes.

Le trafic de drogue occupe une place centrale au sein des entités plus ou moins déterritorialisées perçues comme menaçantes par la société. La production et le trafic de drogues sont devenus une com-posante de la géopolitique de l'Amérique latine. Or, bien

<sup>39</sup> Le paradigme est le cas Yabrán, important entrepreneur fortement lié au gouvernement de Menem et mort dans des circonstances confuses.

<sup>40</sup> L'hypothèse la plus répandue en Argentine sur la mort du fils de C. Menem consiste à dire qu'il s'agissait d'un règlement de comptes entre narcotrafiquants.



que les diverses formes prises par la violence – des guérillas jusqu'à la délinquance et aux organisations criminelles – soient dans l'économie illicite, principalement dans le trafic de drogue, un élément constitutif, dans les pays de la région, il n'existe pas de consensus sur l'identification du trafic de drogue comme menace majeure pour la sécurité.

Traditionnellement, on perçoit l'institution d'un système continental de division du travail avec des pays de production-transformation, Pérou, Bolivie, Colombie (cocaïne), Paraguay (marijuana), de distribution (Argentine, Paraguay) et de blanchiment (Chili, Uruguay, Argentine). Le Brésil est un pays de transformation et de distribution ainsi qu'un important producteur de marijuana, notamment pour le marché interne. Or, le cas argentin permet de montrer le réductionnisme de cette division.

L'Argentine n'est pas un pays de culture et de production de drogue. Elle ne produit pas les feuilles de coca (elle n'a pas les conditions pour une telle culture) et ne figure pas parmi les 26 principaux pays de production et de transit de drogue selon le communiqué des Etats-Unis signée par B. Clinton, le 29 février 2000.<sup>41</sup> Cependant, l'augmentation de la consommation et du trafic de drogue, le fait que la matière première, la feuille de coca, a commencé à être modifiée sur le territoire argentin et que l'Argentine est un producteur des produits chimiques utilisés pour extraire l'alcaloïde des plantes, l'ampleur de l'entrée sur le territoire argentin de la « pâte de base » destinée à la production de la cocaïne, les réseaux avec l'Europe et l'incidence du blanchiment d'argent donnent un nouveau rôle à l'Argentine dans la problématique de la drogue.

La drogue sert au financement de la politique. Le développement de celle-ci ne peut pas être séparé de l'utilisation par la classe politique de l'argent provenant de sa commercialisation comme une forme d'accumulation originaire pour financer la politique, en particulier dans un contexte de réduction budgétaire.

Sans assimiler l'Argentine à un narco-Etat, l'opinion publique a eu la sensation qu'une partie du ménémisme était engagée avec les cartels et les mafias du trafic de drogue. Pendant ses premières années, l'administration Menem a été soupçonnée d'avoir établi à partir de rapports personnels un réseau transcontinental avec de fortes connexions avec la Syrie.<sup>42</sup> Des soupçons alimentés par des rumeurs ont également pesé sur E. Duhalde.

La criminalité liée à la drogue a été aussi affectée par la crise initiée en décembre 2001.<sup>43</sup> Alors que les trafiquants ont été contraints de modifier leurs comportements, les trafics illégaux se sont diversifiés et le troc est apparu. Les trafiquants se sont ainsi impliqués dans des vols de voitures pour les échanger à la frontière contre de la drogue,

<sup>41</sup> *La Nación*, 11/4/2000. Cette absence ne peut pas être dissociée du fait que les exportations à partir de l'Argentine sont destinées principalement au marché européen. Ainsi, en 1998, l'Argentine a été le premier pays de provenance de la cocaïne saisie en France. *Observatoire français des drogues et toxicomanie, indicateurs et tendance*, édition 1999, OFDT, Paris, 1999, p. 170 et « Argentine : l'héritage de dix ans de péronisme » in *La géopolitique mondiale de drogues 1998/1999*, OGD, Paris 2000, p. 169-174.

<sup>42</sup> Cette position était soutenue en particulier par la revue *El Porteño*.

<sup>43</sup> Par contre, au niveau du trafic international, il n'y a pas eu de grands changements.



comme c'est le cas dans certains pays d'Afrique subsaharienne ou au Brésil. La législation sur les transports n'étant pas très stricte dans des pays comme la Bolivie et le Paraguay, les véhicules volés en Argentine peuvent être aisément échangés dans ces pays traditionnellement liés au trafic de drogue et à des organisations mafieuses. Ces nouveaux comportements ont conduit à la formation d'organisations mafieuses en Argentine. Ainsi se réunissent pour agir de concert voleurs, vendeurs de pièces détachées et trafiquants, avec la collaboration d'une police qui participe très souvent aux délits en tout genre.<sup>44</sup>

Pendant le premier semestre 2002, en raison de problèmes de financement, le trafic et la consommation interne de la cocaïne ont diminué.<sup>45</sup> Le manque d'argent, la circulation des bons provinciaux remplaçant la monnaie officielle et la dévaluation du peso par rapport au dollar ont augmenté le prix de la drogue, impliquant des modifications de comportements. Cette augmentation du prix, en particulier de la cocaïne, résulte non seulement de la dévaluation du peso, le prix de la cocaïne demeurant fixé en dollars (environ 1500 USD le kilo en Bolivie), mais aussi d'une pratique antérieure issue du fait que les consommateurs achètent avec des bons une marchandise qui doit être payée en dollars. Le manque d'argent a également influé sur la recherche de nouvelles alternatives pour acheter de la drogue, comme le troc de celle-ci contre des objets de valeur.<sup>46</sup>

### La gestion politique de la peur

En Argentine, on a assisté à un débat idéologique et profondément stratégique entre les apologistes des forces de sécurité, autoritaires adeptes de la *mano dura*, et les défenseurs des garanties démocratiques. Le clivage idéologique est réapparu derrière l'option *blandos* – inefficaces dans la gestion de la sécurité – et *duros* – efficaces –, des « colombes » et des « faucons ». Depuis la fin des années 1990, ceci a été clairement souligné lors des diverses manifestations électorales. Or, le clivage idéologique n'exprime pas un clivage politique.

Les « durs » ont exprimé clairement la volonté de dissocier la lutte contre l'insécurité d'une analyse stigmatisée comme idéologique, axée sur les causes économiques et sociales. Pour eux, celle-ci serait l'héritière d'une certaine culture de l'indulgence qui déresponsabilise les individus. Pour les apologistes de l'équation *mano dura*/ordre social/sécurité publique, les gouvernements militaires ont été caractérisés par une baisse réelle de la criminalité. Ils ne considèrent pas que pendant les dictatures la diminution

---

<sup>44</sup> Le vol de 4X4, de voitures de luxe et de motos de grosses cylindrées a augmenté au cours du premier semestre de l'année 2002.

<sup>45</sup> *La Gaceta*, 22/7/2002.

<sup>46</sup> La hausse des prix a contribué au développement de nouvelles drogues comme le « bazuko », appelé *pasta* en Argentine, et le crack, plus économiques mais plus toxiques que le chlorhydrate de cocaïne. Afin de préserver les marges bénéficiaires des trafiquants, la drogue destinée au marché interne est de plus en plus coupée, augmentant les risques.



des délits pouvait s'expliquer par le fait que la population avait peur de dénoncer les délits et par l'absence de confiance dans la justice.

L'augmentation des demandes pour obtenir plus de sécurité dans l'ensemble de la population et la sensation d'impunité se sont combinées pour réinstaller un « autoritarisme populaire ». Elles ont fait resurgir l'ancien discours qui liait la démocratie au désordre et à la criminalité. Les secteurs qui ont récupéré ce discours ont souligné que le manque d'appui pour combattre la délinquance venait d'abord d'une impasse politique.

La sécurité met en place un discours « phallique », comme une représentation figurée symbolisant la puissance souveraine, la virilité du pouvoir mâle. Elle assigne une signification allégorique déterminée à la sécurité basée sur la puissance et l'autorité. Une position d'identification virile qui a comme objectif de situer dans l'espace de la faiblesse les attitudes démocratiques, de conciliation ou de respect des droits de l'homme. Face à la réalité de la violence, l'idéal social du « macho », la figure de l'homme fort structurel à la société latino-américaine, réapparaît pour donner une réponse à la question sécuritaire. Elle crée une mise en scène, des apparences de masculinité en continuité avec les figures centrales de l'imaginaire argentin : le *macho*, le *guapo*, le *corajudo*, le *malevo*, le *taita*, celui qui fait reculer l'adversaire par son assurance imperturbable. Dans cette représentation, l'homme providentiel incarne aux yeux des populations ce à quoi elles aspirent : la paix sociale et l'ordre public. L'autorité provient des attributs personnels du chef, des vertus contenues dans la notion d'« homme » : loyauté envers les siens, valeur, courage, force et « couilles ».<sup>47</sup> Cette représentation repose sur l'équivalence entre agir hors des normes et être au-dessus de la loi.

L'existence d'une violence polymorphe, privée et anémique modifie les représentations sécuritaires collectives et les discours des dirigeants sur la défense. Les responsables politiques rivalisent pour être plus intransigeants en matière de lutte contre la délinquance. Tous réclament le rétablissement autoritaire de l'ordre en recourant à la *mano dura*. A partir de la fin des années 90, les prises de position sur la sécurité se sont multipliées faisant apparaître un certain nombre de politiques qui vont bâtir leur carrière sur ce thème. L'élargissement du discours sécuritaire est inséparable de la rentabilité politique.

La délinquance a fait pression sur l'Etat et la classe politique en provoquant des réponses répressives. Ce contexte a structuré un profil de politicien qui développe un discours centré de façon permanente sur le manque de sécurité. Dans le cadre des élections de 1999, L. Patti, qui s'est forgé une réputation de policier intransigeant en raison des brutalités et des tortures auxquelles il s'est livré, a dénoncé la faiblesse de E. Duhalde et de F. De la Rúa.<sup>48</sup> Ruckauf a également accusé de faiblesse le ministre Arslanian<sup>49</sup> et les juges. Ainsi le candidat au poste de gouverneur de la province de

<sup>47</sup> Le surnom d'un policier devenu célèbre par sa férocité, accusé de violation des droits de l'homme, est éloquent : le *malevo* Ferreira.

<sup>48</sup> *Clarín*, 19/8/1999.

<sup>49</sup> *Clarín*, 8/8/1999.



Buenos Aires, L. Patti, soutenait que : « *la police doit être dure mais juste. Si je viens à être gouverneur de la Province de Buenos Aires, les dealers vont devoir chercher les droits de l'homme au Costa Rica* ». <sup>50</sup>

De son côté, D. Cavallo a proposé une politique autoritaire pour en terminer avec la délinquance. Il s'agit d'un discours dont les nationalistes intégristes du MODIN étaient les précurseurs. Dans ce discours, la tolérance zéro est mise sur un pied d'égalité avec la *mano dura*, la brutalité et l'utilisation sans justification de la force. Par la revendication d'une connaissance particulière en la matière, par leur hypothétique spécialisation, les ex-militaires comme Rico ou les ex-policiers comme Patti seraient porteurs du savoir-faire nécessaire pour faire face à la délinquance.

Depuis la fin des années 1990, il existe une certaine homogénéité dans la classe politique pour faire face à la question sécuritaire. Elle laisse de côté les causes économiques et sociales de l'insécurité. Le consensus sur la réforme du code de procédure pénale pour donner plus de pouvoirs à la police ou la demande d'une forte aggravation des peines attachées aux délits qui accompagnent la petite délinquance en sont des exemples. La prise de position sur le *Código de Convivencia Urbano* <sup>51</sup> constituait déjà un précédent. Le ménémisme, la police et les secteurs du radicalisme proches de F. De la Rúa ont critiqué ce code, argumentant qu'il laissait les populations sans défense face aux délinquants. Menem a réitéré sa demande de la *mano dura* et de lois plus répressives en proposant des réformes du Code pénal. Il a fait une référence particulière à l'immigration. <sup>52</sup> La recherche de mesures populaires auprès de l'électorat et de la police a conduit de plus en plus à des mesures discriminatoires tant dans leurs principes que dans leurs applications.

La question sécuritaire s'est accompagnée d'un retour du moralisme et de l'autoritarisme. Le secrétaire de la sécurité intérieure, M. A. Toma, a accusé ce Code d'avoir produit un relâchement des mœurs. Le PJ a présenté à la Chambre des députés un projet pour restituer à la police des prérogatives perdues depuis le retour à la démocratie, telles que la violation de domicile, les perquisitions sans témoins civils et sans magistrats, la garde à vue et les interrogatoires pendant 12 heures sans en référer au préalable à un juge. Le président de la Chambre des députés, A. Pierri, a soutenu un projet de loi pour abaisser à 16 ans l'âge de l'imputabilité d'un délit ou d'un crime. Le gouvernement a proposé un projet de peines plus sévères pour les squatters qui, considérés autrefois comme des occupants, sont désormais des usurpateurs.

L'assouplissement de la frontière juridique entre mineur et adulte et le durcissement et l'extension du champ pénal dépassent le cadre du ménémisme. La demande de sécurité a modifié les positions même chez les opposants.

<sup>50</sup> *Clarín*, 11/4/1999.

<sup>51</sup> Le « Code de Cohabitation » voté par la législature de la ville de Buenos Aires limite les attributions de la police fédérale et renforce la subordination des forces de sécurité à la justice. Il supprime les décrets de la police.

<sup>52</sup> *Clarín*, 27/8/1998.



Dans le cadre des élections présidentielles de 1999, les mesures d'urgence pour combattre la délinquance proposées par l'*Alianza* avaient beaucoup de points communs avec le discours ménémiste<sup>53</sup> : législation pénale plus sévère, augmentation du budget de la police et réaffectation des ressources, aggravation des peines en général et des châtiments pour les récidivistes en particulier, augmentation de la présence policière dans la rue, peines pour les délits commis avec des armes à feu, contrôle accru des armes de petits calibres.<sup>54</sup> Ces mesures ont été complétées par la réforme du pouvoir judiciaire, le développement d'une cartographie des délits et de leur informatisation, une campagne de désarmement de la population et de lutte contre le trafic d'armes et le marché noir. Le spot publicitaire de la campagne électorale de l'*Alianza* où le candidat à la présidence est entouré d'hommes armés cherchant à donner l'image de décideur dans la lutte contre la délinquance est une illustration de la récupération du discours sécuritaire.

Les principales critiques de l'*Alianza* étaient fondées sur l'absence d'une politique de sécurité intégrale de prévention et de répression des délits, sur la corruption, la tolérance par un réseau étendu d'activités délictueuses, le manque de préparation et de ressources, le manque de prisons.<sup>55</sup> La position de l'*Alianza* a manifesté un durcissement par rapport aux positions du Frepaso. A l'intérieur de l'*Alianza*, le Frepaso a souligné l'importance de la question économique et sociale dans la sécurité. Le désaccord de F. Meijide – une des principales dirigeantes du Frepaso – avec l'UCR pour abaisser à 14 ans l'âge à partir duquel on peut être inculpé est significatif.<sup>56</sup>

Une grande partie de la classe politique s'accorde sur la nature du problème et sur ses solutions. Il existe un consensus sur la priorité à donner à la lutte contre la délinquance, qui doit être conçue comme une politique d'Etat. Ce consensus auquel une partie importante de la société civile, via les médias, va largement faire écho, va finir par effacer les clivages politiques et contribuer à dépolitiser le débat sur la sécurité.

À gauche, l'analyse est différente. Ainsi, le *Frente de la Resistencia* et l'*Izquierda Unida* s'accordent à considérer que les investissements consacrés au maintien de l'ordre avaient été financés par la désaffectation des programmes de protection sociale, et sur la nécessité de privilégier la prévention plutôt que de traiter l'insécurité par la répression pénale à outrance.

Le *Frente de la Resistencia* a fait référence à la dissolution des agences de sécurité et de la police et à la création d'une nouvelle police sous contrôle populaire. Pour lui, la privatisation de la sécurité est complémentaire d'une politique répressive développée à partir de l'Etat même, dont l'objectif est le contrôle social. Il a proposé dans ses « Mesures pour récupérer la Patrie et nous mettre debout comme Peuple » le procès de policiers responsables d'assassinats et la dissolution des agences de sécurité et de la

<sup>53</sup> A l'origine, l'*Alianza* proposait d'approfondir les réformes à caractère progressiste commencées en 1998 dans la province de Buenos Aires.

<sup>54</sup> *Clarín*, 11/4/1999.

<sup>55</sup> *Página 12*, 11/8/1999.

<sup>56</sup> *Página 12*, 11/8/1999.





police, en remplaçant cette dernière par une autre sous le contrôle direct des habitants.<sup>57</sup>

Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, le discours de « tolérance zéro » et de répression, tel qu'il avait été construit dans la deuxième moitié des années 90, revient en force. L'augmentation de la criminalité a installé l'insécurité au centre de la campagne pour les diverses élections de 2003. Menem et son candidat au poste de gouverneur de la province de Buenos Aires, Patti, se sont présentés comme les seuls garants de l'ordre.

Avec l'augmentation de l'insécurité et la perte de confiance des citoyens dans la police, la possibilité de la participation des forces armées dans la lutte contre la délinquance – via une intervention de la province ou une modification de la loi de sécurité intérieure – a été envisagée par divers secteurs. En 2002, ils ont perçu comme un précédent la constitution d'un comité de crise auquel participaient le gouvernement national et celui de la province de Buenos Aires et les forces de sécurité nationales. La participation des militaires à des tâches de sécurité est soutenue par le ministre de la défense Jaunarena et une partie de l'armée depuis l'administration De la Rúa. Elle a été refusée par la plupart de fonctionnaires de l'administration Duhalde, en particulier par le ministre chargé de la sécurité, Alvarez.

Les attentats de septembre 2001 ont accéléré le processus de repositionnement des militaires qui a accompagné la montée des conflits sociaux de la fin des années 90. La « guerre contre le terrorisme » légitime un nouveau rôle des armées en permettant un consensus sur la réforme de l'appareil de renseignement et la participation des militaires aux tâches de sécurité, via principalement la maîtrise de la collecte d'information.<sup>58</sup> Sous l'impact de la crise économique, l'année 2001 avait été caractérisée par des projets de transformation de l'armée en une force de sécurité destinée au conflit social ou de fusion avec les forces de sécurité. En fonction d'une rationalité économique, la disparition de l'armée a même été évoquée.

Dans le cadre de la campagne pour les élections de 2003, C. Menem a affirmé la possibilité de suspendre certaines garanties constitutionnelles et la nécessité de modifier les lois de sécurité intérieure pour permettre à l'armée de lutter contre la criminalité.<sup>59</sup> La politique sécuritaire constitue un des axes principaux de son programme de gouvernement. Celui-ci reformule tout le système de sécurité en le réorientant exclusivement dans la lutte contre le délit. Armée et forces de sécurité partageraient ainsi des fonctions à l'intérieur des frontières. Menem a fait référence à la possibilité d'utiliser l'état de siège comme un outil contre l'insécurité et de susciter des changements dans les lois pour permettre à l'armée de pacifier le pays à partir du contrôle de la violence délictuelle. Il a promis de restaurer, grâce à la présence des militaires dans les rues, la sécurité juridique et physique.

<sup>57</sup> Programme du *Frente de la Resistencia*, 1999.

<sup>58</sup> En 1999, des militaires argentins de haut rang ont été accusés de violer les lois de défense et de sécurité nationales qui interdisent l'espionnage militaire interne. En août 2001, c'est l'armée brésilienne qui a été accusée de tâches d'espionnage contre des politiques et des journalistes.

<sup>59</sup> *Clarín* 20/11/2002 et 22/11/2002.



Menem a construit son discours à partir d'un scénario « catastrophe » en faisant référence à des indicateurs « impressionnants » de délinquance, à l'état de commotion interne, à l'abandon de zones entières du territoire national passées sous contrôle de la délinquance et à l'absence de gouvernement. Il a mis en cause la responsabilité de l'administration Duhalde. Son discours est truffé d'images guerrières. Il soutient ainsi que la meilleure défense est une bonne attaque, qu'il faut saturer les rues de forces de sécurité et que combattre la délinquance est fondamental pour la sécurité du Peuple. Pour lui, le nombre élevé des délits porte préjudice à la démocratie et gouverner est pacifier. Selon Menem, avec lui, « on avait la paix ».

Si pour Menem l'armée doit intervenir dans la sécurité intérieure, les lois en vigueur interdisent cependant une telle participation. L'installation de militaires dans la rue viole en effet les lois de sécurité intérieure et de défense nationale. Les déclarations de Menem ont provoqué une polémique ainsi qu'une forte réaction des organismes de défense des droits de l'homme.

### **Les traces des anciennes perceptions dans le discours sécuritaire**

À la fin du XX<sup>e</sup> siècle, la délinquance a bouleversé les conditions d'existence des populations : exhibition d'armes, augmentation de la vente et de la détention de celles-ci, commerces grillagés, portes fermées, présence de vigiles et de chiens, modification des horaires, développement de quartiers fermés et protégés par des vigiles.

La réaction de la société est l'isolement. La peur et l'insécurité sont des facteurs de division sociale. Métaphore d'une atomisation sociale plus générale, la peur du crime nuit quelque part à l'action commune en enfermant chacun dans son univers et dans ses craintes. Dans une moindre mesure, l'insécurité devient un moteur d'intégration sociale. Ainsi, dans certains quartiers populaires, les réunions de type sécuritaire prennent le pas sur les autres types d'actions de terrain et commencent à orienter les priorités des organisations de quartier.

Le discours sécuritaire a signifié la récupération de thèmes jusque-là abandonnés aux professionnels de la sécurité et à l'extrême droite. Les nationalistes intégristes mais aussi des secteurs du PJ, des partis provinciaux et de l'UCR ont développé un discours sécuritaire utilisant les peurs collectives. Ils ont également adapté un discours déjà installé dans la société sur le manque de sécurité en identifiant de nouveaux ennemis selon des peurs et des préoccupations conjoncturelles. Mélangeant des faits aussi hétérogènes que le vol de radios ou de voitures et le trafic de drogue, les discours alarmistes occultent volontairement les causes sociales de ces phénomènes. Le délit est réduit à la seule délinquance de rue, excluant par là même la délinquance en col blanc. Dans le discours sur la peur ordinaire, l'accent est mis sur la répression de la petite délinquance et non sur celle des réseaux mafieux.

Les apologistes de l'ordre se sont appuyés sur des représentations partagées par une grande partie de la société et diffusées massivement par l'ensemble des moyens de communication. La construction d'un « langage » est le principal instrument de cette



manipulation sécuritaire. Ce discours s'est imposé par son omniprésence médiatique. Les figures sur lesquelles est axé le discours sur l'insécurité sont désormais familières. Ce discours porte sur la transformation des formes de la délinquance, insistant sur son caractère bestial, conséquence de la crise.

La représentation récupère une description « réelle » de la situation des bidonvilles et de leurs habitants. Elle fait référence à des espaces de relégation sociale et économique, au chômage, à la détérioration des services publics, en particulier celui de l'éducation. Or, elle place la décision dans le libre-arbitre. Les délinquants, en particulier les jeunes, auraient ainsi fait le choix rationnel d'un système de valeurs marginales au détriment de celui de valeurs conventionnelles dans lequel le travail reste central. Ce discours soulignant la responsabilité individuelle est cohérent avec l'individualisme et l'utilitarisme de l'idéologie néolibérale hégémonique. La mise en scène politico-médiatique de la sécurité ignore le fait que l'insécurité résulte en grande partie de la persistance du chômage. Dans un autre contexte, les auteurs de délits portant atteinte à la propriété seraient des citoyens normaux.

Les références à la sécurité se sont développées de façon exponentielle dans toute la société, en particulier dans la presse. Les moyens de communication participent à la création d'un sentiment répandu d'insécurité, qui est indépendant des faits eux-mêmes. Contribuant à définir les menaces qui pèsent sur les sociétés, ils attestent de la demande de sécurité en légitimant les solutions de sanction. Ils ont influencé les discours électoraux, déterminant les thèmes centraux.<sup>60</sup> Ainsi, une virulente campagne médiatique a mis en évidence le haut niveau d'insécurité dans la société aussi bien lors des deux dernières élections présidentielles que lors de celles du gouverneur de la province de Buenos Aires.<sup>61</sup>

Le discours sécuritaire construit sur la sensation d'un manque de sécurité et sur l'apologie de la répression a toujours été présent dans une partie des moyens de communication. Il est inséparable de l'idée que la démocratie n'est pas suffisante pour garantir la sécurité. Les médias ont insisté sur les vols, les agressions, les crimes, ce qui a fait renaître le sentiment d'insécurité. Les programmes de télévision à sensation, en particulier la chaîne *Crónica TV*, ont eu une place décisive dans la diffusion des images de cette criminalité violente à la base de la culture de la peur installée en Argentine. L'intense activité médiatique a assuré l'efficacité du discours sécuritaire. La moyenne journalière des articles traitant de délits a triplé dans la décennie 1990. Les délits les plus publiés ont été ceux contre les personnes, puis ceux contre la liberté et enfin ceux contre la propriété. L'hypertrophie de la dimension des faits de sang par le journalisme a caché les statistiques qui ont révélé la prédominance des délits contre la propriété.<sup>62</sup>

---

<sup>60</sup> Les cas des journalistes D. Haddad et B. Neustad sont exemplaires.

<sup>61</sup> Ceci n'est pas une exclusivité argentine. Les élections présidentielles de 2002, en France, montrent l'utilisation politique du thème de la sécurité.

<sup>62</sup> M. Pita, « La playa luego de la última ola », *Le Monde Diplomatique*, El Dipló, juillet 1999, Buenos Aires, p. 25.



Un élément central de la campagne médiatique a été la référence à la mort de policiers. Elle repose sur l'accomplissement de leur devoir. Les meurtres de policiers, qui n'étaient pas nécessairement en service, sont devenus à partir de 1999 de plus en plus importants. Cette forte augmentation s'est par la suite stabilisée. L'assassinat de policiers a généré un discours corporatif : « *nous ne supportons plus d'enterrer tous les jours un des nôtres* ». Ce discours a responsabilisé non seulement le pouvoir législatif qui ne voulait pas durcir les lois mais aussi une partie de la société qui faisait des policiers des coupables.<sup>63</sup> Il s'est installé dans la société un sentiment selon lequel les politiciens laissent libres les voleurs et les assassins et donc qu'il n'y a pas de justice. Les médias et la population estiment qu'il s'agit d'une reddition face au crime. Ce discours établit un dénominateur commun entre la représentation populaire de la sécurité et les principes de la « tolérance zéro ».

La diffusion d'images et la publication d'informations sur la violence ont été accompagnées par l'utilisation des chiffres. Les données statistiques ont apporté une légitimité scientifique, un fondement indiscutable à la prise de décision. En plaçant l'analyse de la sécurité sous le signe de la science, la dimension politique des questions liées à la sécurité et à l'action de la police a été neutralisée. Le discours sécuritaire a été rendu crédible par des stratégies de légitimation qui ont offert un savoir statistique, donc « neutre et apolitique ». En Argentine, le journalisme a occupé l'espace des experts capables de charger de considérations techniques le discours sur la sécurité propre à des sociétés développées. Ce fait est lié à l'absence d'une véritable spécialisation sur les problématiques de sécurité dans la Société civile.

Le climat de peur s'est construit mot par mot. L'utilisation instrumentale quotidienne des chiffres, des images et des nouvelles a contribué à l'installation de la sensation de menace généralisée. La rumeur a fini par mobiliser les peurs. Les différents discours, de la « doxa » de la rumeur à l'« épistémé » des statistiques, ont opéré comme des mécanismes qui provoquent, dans des populations qui n'ont pas été nécessairement victimes d'un fait délictueux, l'impression ou la croyance qu'elles ont de fortes possibilités d'être victimes d'un délit ou d'une agression : « *et si cela m'était arrivé* ». Cette situation a généré un sentiment de « victimisation en puissance » où l'agression serait une simple question de temps. Selon les sources du Ministère de la Justice et de la police fédérale, 85 % des habitants de Buenos Aires croient qu'ils peuvent être victimes d'un délit violent.<sup>64</sup> La compréhension de cette distinction entre le crime et la peur de celui-ci est essentielle car elle est à l'origine de la gestion politique de la peur. Ces attentes « de mort » ont un rôle majeur dans une construction négative de l'altérité. La sensation de vulnérabilité au délit est un indicateur approprié pour rendre compte du phénomène de construction de la perception de dangerosité par rapport à la réalité.

Dans le cycle néo-libéral, la réponse est de type répressif : plus de police, plus de prison, plus de peine, diminution de l'âge pour être poursuivi. Il s'agit d'une vision purement coercitive qui généralise le contrôle social. Le nouveau sens commun en matière pénale

---

<sup>63</sup> *Clarín*, 2/8/1999.

<sup>64</sup> *Noticias*, 30/9/2000.



s'articule autour de l'augmentation de la répression des délits mineurs et des simples infractions, de l'aggravation des peines, de l'érosion de la spécificité du traitement de la délinquance juvénile, du ciblage des populations à risque, de l'augmentation du taux d'incarcération, des couvre-feu, du traitement des mineurs comme des adultes dans leur relation avec la justice, de la peine de mort, de la moralisation de la vie publique.

La demande d'augmentation des effectifs policiers, dans une société qui a un rapport forces de sécurité/population très élevé, est capitale au discours sécuritaire. La ville de Buenos Aires dispose d'un policier pour 94 habitants. Cette proportion est supérieure à celle de Chicago, de New York ou de Los Angeles.<sup>65</sup> La vague de délinquance a conduit à faire intervenir de plus en plus la Gendarmerie et la *Prefectura Naval* pour combattre les délinquants dans la Capitale Fédérale et dans la province de Buenos Aires.<sup>66</sup> En avril 1999, Menem les a chargés de patrouiller dans les rues avec des prérogatives similaires à celles de la police. À cette époque, il existe déjà plus de 3000 gendarmes pour assurer la sécurité des organisations juives et musulmanes.<sup>67</sup> La participation des forces de sécurité sera reprise par les administrations ultérieures.

Les solutions aux problèmes de l'insécurité s'inspirent de l'exemple américain. Une constellation de termes et de thèses sur la prévention des délits provient des Etats-Unis.<sup>68</sup> L'option américaine implique l'augmentation du nombre des agents de l'appareil répressif (policiers, magistrats et personnel pénitentiaire) et des moyens en privilégiant d'une part, et en surdimensionnant d'autre part, le traitement de la petite et moyenne délinquance au détriment d'autres formes de délinquance. Le *crime control* est présenté comme un discours scientifique construit à partir d'une théorie du crime dont l'objectif est une politique de sécurité « indépendante » des idéologies.

La méthode américaine repose sur un triptyque : technologique (utilisation des nouvelles technologies), scientifique (recours à des disciplines comme la statistique ou la biogénétique) et de managérisme (évaluation permanente des performances de la police).

L'essentiel du pouvoir de cette thèse paraît résider dans son simplisme, dans son omniprésence et dans la tendance à préférer l'ordre dans les moments d'instabilité sociale. La demande qui triomphe dans le chaos est celle qui tend à rétablir l'ordre à n'importe quel prix.

Le discours sécuritaire se construit sur des expressions classiques de la pensée conservatrice : les politiciens ont toujours fondé leurs réformes sur la protection des délinquants au lieu d'assurer le droit à la sécurité ; l'énonciateur détient seul les solutions

---

<sup>65</sup> *Clarín*, 25/7/1999.

<sup>66</sup> L'utilisation d'une force nationale dans une province est principalement possible, si c'est le gouverneur qui en fait la demande pour une tâche particulière, en raison de l'impossibilité de ses propres forces de sécurité ou pour une intervention de la Nation dans la province.

<sup>67</sup> *Clarín*, 16/4/1999.

<sup>68</sup> Sur la diffusion de cette idéologie, l'internationalisation de la nouvelle doxa punitive et le rôle des institutions américaines comme le Département d'Etat ou les centres de réflexion (*think tanks*) néo-conservateurs, voir notamment les travaux de L. Wacquant, dont son livre *Les prisons de la misère*, Seuil, Paris, 1999.



et a le courage pour résoudre les problèmes qui touchent à l'insécurité ; la délinquance est inséparable de la décadence des valeurs morales. Il en va de même pour les propositions suivantes : l'expulsion des immigrés clandestins, la création de places en prison, le renforcement des moyens de la police, l'établissement de la peine de mort, l'expulsion des étrangers condamnés pour crime ou délit.

La « réussite » de la ville de New York dans la lutte contre la criminalité est la principale référence du discours sécuritaire en Argentine.<sup>69</sup> Les apologistes argentins des politiques de R. Giuliani oublient d'évoquer les salaires élevés de la police, l'importance des effectifs, l'autorisation de porter des armes accordée seulement à ceux qui ont un minimum de deux ans d'études supérieures, l'application de la technologie et surtout la conjoncture de prospérité économique des Etats-Unis et la réduction du chômage. La diminution de la criminalité a été aussi enregistrée dans des villes américaines qui n'appliquent pas la « tolérance zéro ». Aux Etats-Unis, la tolérance zéro s'est accompagnée de l'augmentation des dénonciations pour abus et brutalités de la police. Les organisations de défense des droits de l'homme, en particulier *Amnesty International*, en ont signalé un certain nombre.

### **De l'Autre politique à l'Autre social**

La lutte contre la criminalité est tributaire de la conception Ami-Ennemi, hégémonique dans la politique argentine pendant la guerre froide. Son combat apparaît sous un discours militarisé, basé sur une logique de guerre où l'ennemi idéologique est remplacé par l'ennemi social.

Combattre les gangs relève des tactiques anti-insurrection : l'ennemi est en civil, dissimule ses armes, se camoufle dans la population, possède un réseau de solidarités et un sanctuaire. Au niveau opérationnel, les opérations de maintien de l'ordre dans un milieu urbain ressemblent à l'affrontement avec la guérilla urbaine. Les journaux télévisés donnent une illustration du niveau opérationnel. Les interventions des corps d'élite comme *Los Halcones* de la police de la province de Buenos Aires ressemblent à un film sur les bérets verts. De façon constante, les victimes de violence interrogées par la télévision argentine à partir des années 1998-1999 ont exprimé leur sensation de vivre dans un contexte de guerre.

La militarisation des représentations s'est accompagnée d'une militarisation au niveau opérationnel et discursif. Via la presse, une partie de la classe politique a souligné le nombre de policiers morts dans « la guerre contre la délinquance ». Cette logique de guerre sociale est très présente dans l'institution policière. Elle relève encore de la Doctrine de la Sécurité Nationale : « *Le policier qui se plaint est traité de subversif par les autorités policières* ».<sup>70</sup>

<sup>69</sup> Ceci n'est pas une exclusivité argentine. Le cas de la ville de Mexico qui a engagé R. Giuliani comme consultant en questions de sécurité en est un exemple.

<sup>70</sup> Entretien avec le père d'un policier mort dans « *Día D* », *América TV*, 6/9/1999.



Les traces de la dictature sont très ancrées dans l'institution policière. Les policiers ont alors été endoctrinés militairement et idéologiquement. Les chefs qui sont encore aux commandes des forces de sécurité ont été formés à cette époque. Par ailleurs, la constitution de groupes d'extrême droite a été constante à l'intérieur de l'institution.

Les années 90 ont été marquées par la multiplication des cas de « gâchette facile », de délinquants blessés puis exécutés ou de suicides douteux dans les commissariats et d'intimidations contre les témoins. Le Département d'Etat des Etats-Unis a accusé la police de la province de Buenos Aires de poursuivre la politique de disparition de personnes.<sup>71</sup> Des fusillades sans procès et des morts maquillées en suicide dans des commissariats continuent d'exister sous la démocratie. L'utilisation de la torture par la police est devenue un élément de plus qui lie l'ennemi idéologique à l'ennemi social. La pratique de la torture et les mauvais traitements ont été une constante. Cependant, la nécessité d'obtenir des résultats pour répondre à la demande de sécurité de la société et la participation croissante des organismes des droits de l'homme ont contribué à augmenter les dénonciations de ces pratiques. Par ailleurs, le programme tendant à ce que les habitants procèdent à des dénonciations<sup>72</sup> cherche à réinstaller l'esprit de délation, forme de collaboration propre aux époques autoritaires.

L'utilisation de l'insécurité par les moyens de communication permet d'établir une relation entre la mort massive en politique et les morts résultant de la délinquance. La révélation des crimes de sang à la fin du XX<sup>e</sup> siècle a eu la même fonction que les nouvelles parues dans les journaux des années 1970 : « *un mort toutes les cinq heures, une bombe toutes les trois heures* ». <sup>73</sup> L'annonce de morts et d'attentats a joué un rôle central dans le consensus sur le coup d'Etat, dans la préférence pour l'ordre et dans la légitimation de la dictature. Ceci est encore présent dans l'acceptation du terrorisme d'Etat par une partie de la société.

Face à l'agression d'un « Autre », la neutralisation de cet « Autre » devient légitime. Dans l'imaginaire de la société s'est installée l'idée que la fonction sociale de la police est de tuer des voleurs. La préoccupation grandissante de la population face à l'insécurité qui l'accable a fait reculer le respect des droits de l'homme : « *tuer n'est pas un problème si c'est un délinquant* ». La reconnaissance positive des « justiciers », les déclarations de quelques politiciens comme le gouverneur Ruckauf soutenant qu'« *il faut mettre des balles aux voleurs* » et les pratiques policières ont laissé supposer qu'il existait une volonté d'extermination. Pour une partie de la société et de la classe politique, éradiquer le crime signifie tuer les criminels.

Selon la logique libérale, là où l'Etat n'agit pas, le citoyen doit réagir et le marché peut intervenir. La défense des « justiciers » est devenue une constante. Le cas de l'ingénieur Santos, responsable de la mort de deux mineurs qui lui avaient volé son autoradio, en est un exemple. Le « nettoyage social » dans une logique de guerre sociale est présent

---

<sup>71</sup> Clarín, 29/8/1999.

<sup>72</sup> Clarín, 13/8/1999.

<sup>73</sup> La Opinión 19/3/1976, cité par E. Blaustein, », Le Monde Diplomatique, El Dipló, juillet 1999, Buenos Aires, p. 25.



dans une grande partie de l'Amérique latine, en particulier au Brésil et en Colombie. Les pratiques des « escadrons de la mort », composés de membres des forces de sécurité chargés par des commerçants de « nettoyer la ville », sont des illustrations de cette logique.<sup>74</sup> En Argentine, dès les années 90, dans la zone de San Isidro, caractérisée par le contact entre la richesse et la pauvreté extrême du nord de la ville de Buenos Aires, se sont développées des pratiques qui pourraient s'inscrire au niveau opérationnel dans la tradition des « escadrons de la mort » latino-américains. Ces groupes seraient constitués par des membres de la police de la province de Buenos Aires. Selon la presse, le gouvernement Menem avait des informations sur l'apparition possible d'« escadrons de la mort » ou de groupes civils organisés pour se faire justice.<sup>75</sup>

Ainsi, l'ex-commissaire L. Patti, candidat au poste de gouverneur de la province de Buenos Aires en 1999 et 2003, a proposé la formation de civils armés pour arrêter la délinquance. Il a proposé la formation de groupes armés intégrés par des habitants, employés municipaux et policiers à la retraite. Accusé par divers secteurs – en particulier par des membres du Frepaso comme C. Alvarez, D. Conti et J. P. Cafiero – de vouloir former des « escadrons de la mort », il a alors modifié son idée en éliminant les habitants de la formation de ces groupes.<sup>76</sup> Le ministre de la justice de la province de Buenos Aires, L. Arslanian, a soutenu qu'il voulait faire renaître la *Triple A*.<sup>77</sup>

La réponse à l'apologie de l'institution de corps armés irréguliers a été un projet officiel pour intégrer la sécurité privée dans la prévention du délit. Le *Plan de integración entre la seguridad pública y privada* du Ministère de la justice et de la sécurité de la province de Buenos Aires cherchait à réglementer la loi provinciale n°12.297 relative à la sécurité privée votée en avril 1999, en proposant que les agences de sécurité privées s'intègrent aux tâches de prévention de la police. L'intention était d'incorporer des vigiles privés dans la protection des espaces publics. Le plan cherchait à maximiser les ressources de la sécurité privée à partir de tâches moins symboliques. Il autorisait à exercer des fonctions à proximité du lieu du contrat et à intervenir dans des situations suspectes. Il permettait l'exhibition d'armes à des fins d'intimidation.

Le projet a suscité une réaction de méfiance face aux éventuels excès de cette « police privée » et installé la peur que les vigiles privés se constituent de facto en autorités armées qui pourraient subordonner les citoyens et commettre des actes d'intimidation sur les personnes. Il approfondirait le manque de contrôle déjà existant sur les agences de sécurité. Selon le ministre Arslanian, l'Etat ne perd pas le monopole de la force publique parce que la fonction de super-intendance continue de relever du pouvoir de l'Etat, la force étatique étant la seule légitimée comme pouvoir de police. Il exprime le désir apparemment contradictoire de sécurité privée et d'appartenance collective. Face à ce projet, les argumentations des syndicats et des chambres de patrons ont eu un point commun, la logique de marché :

<sup>74</sup> Officiellement, au Brésil, les escadrons n'existent plus, mais la pratique des massacres persiste.

<sup>75</sup> *Clarín*, 11/4/1999.

<sup>76</sup> *Clarín*, 23/7/1999.

<sup>77</sup> *Clarín*, 22/7/1999.





*Nous nous devons exclusivement à nos clients. Si l'Etat veut nous payer pour travailler dans la sécurité publique, il sera le bienvenu,<sup>78</sup> (...) Qui payera pour les éventuelles lésions ou toute autre dépense que génère la surveillance des rues ?<sup>79</sup> (...) Si les autorités veulent que l'on assume des tâches de policiers, ils devront prévoir une rémunération en plus (...) Nous accomplirions des tâches plus risquées.<sup>80</sup>*

Cette proposition reproduit la logique inclusion-exclusion au niveau sécuritaire dans la mesure où dans les quartiers pauvres, où le manque de sécurité est plus évident, il n'y a pas de sécurité privée. Les agences privées instituent la sécurité comme un service de privilège exprimant la tendance à la constitution d'un système défensif pour ceux qui peuvent payer. Ce système est orienté contre ceux qui sont condamnés à la marginalité. Avec la consolidation d'un système d'exclusion, la sécurité et la légalité se garantissent de façon différentielle. La sécurité devient clairement une marchandise. Si on considère l'insécurité dans son acception la plus large, c'est-à-dire en tant qu'absence de protection, les secteurs populaires sont doublement victimes, tout d'abord face au délit, ensuite face à l'absence de protection sociale.

Dans l'Argentine néo-libérale, les services de sécurité privée ont connu un développement important. Avant la crise de décembre 2001, dans la seule province de Buenos Aires existaient 45.000 gardes privés, essentiellement ex-policiers, ex-militaires et membres d'agences de sécurité de l'Etat.<sup>81</sup> Les agences privées de sécurité dépendent presque toutes dans leur totalité d'ex-militaires ou d'ex-membres des forces de sécurité.

En Argentine, les services de sécurité privée sont complémentaires et subordonnés aux activités étatiques en matière de sécurité publique. Les personnels de sécurité sont obligés d'assister et de coopérer avec les autorités policières et judiciaires sur les personnes et les biens qui sont sous leur protection. Ils doivent communiquer immédiatement toute situation qui implique un risque ou une menace pour l'intégrité physique des personnes et dénoncer tout délit commis pendant l'exercice du travail. Ils sont tenus de collaborer avec les autorités publiques si elles le demandent, agissant toujours sous les ordres et la responsabilité des forces publiques. Comme tout particulier, ils peuvent intervenir dans un délit afin d'y mettre un terme. La faculté d'intervention et d'éviter un délit existe depuis le Code pénal du début du XX<sup>e</sup> siècle. Tout citoyen est habilité à agir en cas de légitime défense.

La participation du personnel des entreprises de sécurité privée dans l'organisation des séquestrations avec la complicité des membres de la police et des organisations criminelles montre que ce nouvel acteur stratégique, résultat de l'affaiblissement de l'Etat et de la privatisation de la sécurité qui caractérise la globalisation, n'est pas seulement

<sup>78</sup> Cámara Argentina de Empresas de Seguridad e Investigaciones, *Clarín*, 29/7/1999.

<sup>79</sup> Cámara de Empresas de Seguridad de Buenos Aires, *Clarín*, 29/7/1999.

<sup>80</sup> Unión del personal de seguridad, *Clarín*, 29/7/1999.

<sup>81</sup> *Clarín*, 30/7/1999.



indifférent au phénomène de la corruption mais qu'il peut avoir aussi des conséquences négatives sur la sécurité publique.

L'institution de la sécurité comme une marchandise se présente sous des formes diverses. La fin des années 90 a également vu l'augmentation des associations de voisins qui paient un supplément à la police pour une surveillance accrue. Cette pratique dépasse largement la « *cooperativa* » traditionnelle. Habituellement utilisée par la banque, selon « le système de paiement supplémentaire », toute entité ou groupe qui a besoin de protection spéciale peut payer à la Police Fédérale une cotisation pour que celle-ci lui attribue un vigile.

La consolidation de l'activité des entreprises de renseignement est une autre caractéristique de la question sécuritaire. Les années 80 ont été les témoins du développement de sociétés de conseil en renseignement comme les organisations Veraz S.A, Fidelitas S. A ou Inforseg Brokers S.A. Cette dernière, fondée en février 1976, serait étroitement liée à d'anciens membres du bataillon 601 de renseignement et aux activités de la CIA en Amérique centrale. Elle a été accusée par des organismes de défense des droits de l'homme d'utiliser les archives accumulées pendant la dictature.<sup>82</sup>

La fin des années 90, a quant à elle, assisté à l'émergence d'agences de sécurité privée liées aux services de sécurité des Etats-Unis. Elles ont développé des activités qui vont de la formation de ressources humaines dans les organismes de l'Etat jusqu'à l'espionnage industriel. Ce développement s'est réalisé dans un cadre où les liens forts établis pendant le gouvernement Menem entre les services de renseignement de l'Argentine et ceux des Etats-Unis ont rendu possible, dans un contexte de modifications institutionnelles résultant du changement de gouvernement, la cooptation de personnel argentin par les services américains. La privatisation de la sécurité, qui a accompagné le cycle néo-libéral, n'a pas seulement affaibli l'Etat argentin, elle l'a affecté dans sa souveraineté.

### **Le rapport altérité-pauvreté, fondement d'une nouvelle représentation stratégique**

La lutte contre l'insécurité permet d'observer l'utilisation instrumentale de la violence par l'Etat. La délinquance est une nouvelle instance de légitimation du recours à la force. L'insécurité a généré un consensus sur la réalisation d'opérations de contrôle des populations sur des groupes potentiellement « dangereux et suspects », ce qui permet un harcèlement policier permanent sur les secteurs populaires.

Les vols dans les autobus ont rendu possible le contrôle des usagers de ce moyen de transport essentiellement populaire. La lutte contre les installations téléphoniques clandestines, dirigées principalement par des Péruviens, a permis la perquisition des hôtels habités par des immigrants des pays voisins et le combat contre la commercialisation de la drogue ou contre le vol a légitimé des perquisitions dans les

---

<sup>82</sup> *El Porteño*, N°124, avril 1992, p. 20.



bidonvilles. Par ailleurs, l'articulation de la délinquance avec la délégitimation de l'Etat a également eu des incidences dans les changements économiques des années 90. Ainsi, la vague très violente de vols dans les trains, développée pendant la période antérieure à la privatisation, a contribué à son acceptation.

Le discours sur l'insécurité véhicule un sens commun qui soutient l'autoritarisme, la primauté de l'ordre et la violence comme réponse à la sensation de menace. La notion de sécurité qui accompagne les nouvelles représentations criminalise la misère et, par cette voie, « normalise » une conception négative de l'altérité sociale.

La violence donne lieu à la discussion et à la redéfinition des aspects normatifs de la société. Comme auparavant la logique de guerre, cette nouvelle logique en formation délégitime aussi la démocratie et la loi en considérant permissives et bénignes les normes du système pénal argentin, les garanties constitutionnelles et les droits de l'homme. Pour elle, la légalité démocratique fait partie d'un système qui a laissé la société sans défense face à la délinquance. Les délinquants « barbarisés » par leur utilisation d'une violence « sauvage » sont expulsés du collectif d'identification humain dont ils perdent tous les droits. Les droits de l'homme ne s'appliquent pas à ceux qui ont perdu la condition humaine. Cette logique réinstalle le temps où le crime violent était réparé sur un mode violent, en effaçant la coupure que l'installation de la démocratie avait établie sur la base que la loi réduit le crime à un code et à un système de pénalités.

Le criminel est présenté comme particulièrement féroce et d'une violence gratuite,<sup>83</sup> fait fondamental pour la barbarisation de l'« Autre ». L'efficacité des positions sécuritaires demande la construction d'images de dangerosité et de violence capables de produire une panique dans la société. La culture de la peur tend à associer deux questions dissociables : d'un côté les formes de perception et de représentation sociale de la délinquance et du crime, de l'autre les phénomènes qui peuvent être identifiés objectivement comme criminels et/ou violents.<sup>84</sup> Les structures et les dispositifs qui en découlent partagent des caractéristiques communes. Géographiquement concentrés sur les bidonvilles et les quartiers populaires, ils ne concernent qu'un type très précis d'infractions ou de délits (petite délinquance de rue ou petit trafic de drogue).

La surpopulation et l'urbanisation déstructurante et déstructurée propres à l'Amérique latine sont aggravées par les migrations internes et externes des dernières années. Les villes attirent pour trouver non un emploi mais essentiellement une assistance.<sup>85</sup> La « ghettoïsation » des sociétés laisse des traces dans l'espace.<sup>86</sup> L'habitat comme ségrégation-fortification exprime clairement une représentation de l'ordre de l'apartheid

<sup>83</sup> L'idée est très répandue selon laquelle on peut être assassiné pour « 2 pesos » ou pour une paire de tennis.

<sup>84</sup> Voir M. Pita, « La playa luego de la última ola », *op. cit.*

<sup>85</sup> Le cas de la ville de Rosario est un exemple. Les services d'assistance sociale de la mairie, en particulier les services médicaux, couvrent toute la zone du littoral et même le Paraguay.

<sup>86</sup> Aux Etats-Unis, le *downtown* abandonné aux minorités et en Europe les banlieues où sont regroupés les immigrés montrent qu'il ne s'agit pas d'un problème limité aux pays du sud. La décomposition du modèle de société urbaine est accompagnée par des formes diverses de violence.



sous la menace de mort. Les bidonvilles sont présentés comme des régions étrangères. Ils sont « étrangers » à l'univers social de ceux qui se les représentent. En Argentine, l'habitat exprime de plus en plus la séparation sociale. Les formes prises par la structure urbaine et l'architecture sont un reflet de la société. Les bidonvilles constituent des territoires chaotiques, des zones hors du contrôle de l'Etat, où la police est perçue comme une force d'occupation et ses habitants comme de nouveaux sauvages. Ils sont vécus comme une menace à l'ordre public. Ils se développent comme un labyrinthe, comme une ville moyenâgeuse qui possède sa propre logique sécuritaire, qui donne des sauf-conduits et qui reconnaît des « Nous » et des « Autres ». La pacification des quartiers populaires et des bidonvilles devient de plus en plus un moyen d'assurer la sécurité de l'Etat.<sup>87</sup>

Pendant les années 90, une des zones les plus difficiles d'accès pour la police en Argentine était connue sous le nom de *Fuerte Apache*. Le nom évoque la délimitation de la défense, la garnison frontalière, mais aussi le sens d'exclusion provenant de l'identité indienne et la fierté des exclus pour leur férocité. Il exprime une volonté d'identification à un groupe, l'exaltation d'une appartenance communautaire. La recherche de la dignité et de la reconnaissance s'effectue par l'intermédiaire d'une mise en forme « culturelle » des conflits sociaux, où la violence a un rôle central. La constitution de groupes liés à des formes différentes de délinquance organisée institue une forme de socialisation.<sup>88</sup> Ces groupes sont composés de jeunes en quête d'identité et dont une partie considérable, habitant les bidonvilles, est d'origine rurale et géographiquement lointaine. Dans un contexte où la politique a échoué ou semble échouer, des formes plus réduites d'identité servent de support explicatif à la volonté de survie sociale.

Dans l'Argentine de la fin du XX<sup>e</sup> siècle, la lutte des classes présente des manifestations architecturales. La polarisation s'exprime dans la tendance à une urbanisation des espaces privés protégés et à la consolidation des zones de survie, à une distinction entre des zones sous le contrôle de l'Etat et d'autres où le contrôle étatique est faible. L'inclusion et l'exclusion s'expriment au niveau sécuritaire avec ceux qui peuvent se protéger et ceux qui ne le peuvent pas. La population aisée s'isole dans des quartiers privés gardés en laissant les pauvres et les classes moyennes devenir les victimes principales de l'insécurité. Si l'angoisse sécuritaire s'enracine facilement dans les classes aisées, la plupart des délits violents se produit dans les quartiers populaires et les bidonvilles. Les espaces urbains les plus pauvres sont les plus touchés par la violence. Ils concentrent en leur sein des difficultés sociales de tous ordres.

À cause de la complexité des systèmes de sécurité, les voleurs ne cambriolent plus les maisons des riches et s'orientent vers les quartiers populaires où il est plus facile de voler. Ce schéma se reproduit avec les centres commerciaux sous haute surveillance qui obligent les voleurs à se tourner vers les boutiques sans protection. Cette situation produit un affaiblissement des espaces publics alors que la rue avec ses commerces était un espace de construction de la citoyenneté. Le conflit est aussi celui des pauvres

<sup>87</sup> Les militaires les désignent comme des champs de bataille potentiels et réels. Dans les années 1990 les villes de Los Angeles et de Rio de Janeiro sont des exemples.

<sup>88</sup> L'identité politique a été importante dans la construction identitaire des habitants des bidonvilles.



contre les pauvres. Ceux qui habitent dans des quartiers populaires pensent que ceux qui habitent dans les bidonvilles sont une menace. L'esprit antibidonville (*antivillero*) fait partie de la logique d'institution privée de la violence : « *il faut s'armer pour se défendre* ». Cette logique de délimitation de la frontière, de l'attente de l'incursion conquérante de l'« Autre » a été clairement mise en évidence lors des saccages de 1989. Les saccages annonçaient déjà l'instauration d'une territorialité divisée en fronts.

La sécurité apparaît comme un problème intra-classe : la victime, le délinquant et celui qui réprime font partie de la même population. Plus que jamais la différence d'origine sociale entre le policier et le délinquant, entre le vigile privé et le voleur, entre l'action et la répression s'avère inexistante. La relation entre la police et la petite délinquance prend la forme d'une guerre sociale. On se tue entre « pauvres ».

En Argentine, a été mis en oeuvre dans les années 90 un processus de recomposition des identités sur les bases des frontières internes dont l'institution de l'« Autre » en délinquant commun est la caractéristique. Le rapport exclusion-inclusion est à la base d'une nouvelle représentation stratégique construite sur une relation directe entre altérité et pauvreté. Les nouvelles représentations répandent une conception plus policière que militaire de la sécurité.

La délinquance change les représentations stratégiques de l'Argentine, mais ne paraît pas changer leur logique. Le changement d'ennemi n'est pas une simple adaptation à la conjoncture. L'expression politique de la menace a changé de nature. Exprimer en termes politiques les immigrés ou la délinquance comme facteur de danger implique une nouvelle représentation, mais aussi de nouvelles axiologies. Il y a des différences et des similitudes entre le crime et la politique, entre les ennemis de la guerre froide et ceux de la post guerre froide. Avec les entités criminelles, la négociation n'est pas possible. Les usages diplomatiques n'ont aucun sens et il n'y a pas de communication, ou celle-ci est difficile.

La délinquance comme menace implique la forme la plus évidente de changement morphologique de l'ennemi, du passage des Etats à des individus menaçants. Elle illustre la transformation en cours au niveau stratégique. L'anticommunisme ou l'anti-impérialisme signifiaient une lutte idéologique axée sur l'organisation de la société. En prenant pour cible la délinquance dans ses différentes formes (corruption, trafic de drogue, mafias, etc.), on passe d'un débat politique à un débat policier pour aboutir à un débat économique avec la question de la relation exclusion-délit.

Dans la société actuelle, la relation « humain-inhumain » à la base du « Nous » et de l'« Autre » subit une torsion essentielle.<sup>89</sup> L'« Autre » en tant qu'inhumain est désigné comme dans les sociétés traditionnelles par des traits extérieurs aux mœurs et aux usages. Il est barbarisé, « sauvagisé », présenté comme un être radicalement différent

---

<sup>89</sup> Depuis la Révolution française, et en particulier pendant la guerre froide, la notion d'« inhumanité » était donnée selon le type de crime que cet « Autre » commettait et qui le plaçait en dehors de l'humanité du « Nous » : l'agression menée contre le Peuple et la Nation. Voir E. Manero, *L'Autre, le même et le bestiaire*, L'Harmattan, Paris, 2002.



par nature selon une logique propre aux sociétés prémodernes.<sup>90</sup> L'institution d'un « Autre » social et les exigences conservatrices d'une répression accrue marquent une tendance dans une société dont le sens serait donné par la peur, la méfiance, le soupçon et la vigilance.

La productivité policière semble être inspirée par une logique économique où le phénotype joue un rôle central. L'obligation d'assurer un certain niveau moyen d'arrestations et la rentabilité de l'institution sécuritaire obligent à trouver à tout prix des délinquants : « *Ici on fait tomber à la tête du client* ». <sup>91</sup> Le discours hégémonique stigmatise cet « Autre ». Pauvreté, immigration et délinquance deviennent des synonymes. Dans ce triptyque, le phénotype a le rôle d'un dénominateur commun. Le discours opère sur les préjugés de secteurs importants d'une société divisée contre les immigrants latino-américains. En pleine paranoïa sécuritaire, ces secteurs, d'une façon lombrosienne, voient dans chaque peau mate une menace. Le discours vise des quartiers et des populations soupçonnés par avance et considérés comme coupables par principe.

Les campagnes de sécurité sont présentées comme des luttes contre le délit mais en réalité sont dirigées à l'encontre des adolescents et des pauvres qui sont les principaux suspects. L'ennemi social est identifié comme constituant un groupe à risque : les trafiquants de drogue, les petits revendeurs, les prostituées, les immigrants, les drogués ou les voleurs. Les mises en cause concernent des personnes dont des indices très subjectifs laissent penser qu'elles sont susceptibles d'être des auteurs, coauteurs ou complices de faits considérés comme des crimes ou des délits. Le portrait du criminel ressemble à n'importe quel pauvre d'Amérique latine. Encore une fois, « l'Autre » peut être représenté de façon phénotypique. Être jeune, avoir les cheveux longs, s'habiller de façon humble et surtout avoir la peau mate suffit pour devenir la cible de regards méfiants. Pour la société qui les exclut, les jeunes représentent le composant principal de la préoccupation sécuritaire. Dans la vague d'arrestations et d'incarcérations des années 1999, socialement et radicalement typées, le gouvernement a exprimé sa conception du monde en excluant ceux qu'il juge indignes ou incapables d'appartenir à la « communauté de destin ».

Le profil de la population des prisons en Argentine renforce la liaison entre pauvreté, dépression du marché du travail et délit en soulignant les changements de l'économie.<sup>92</sup> Les jeunes sont le groupe à risque. En Argentine, presque la moitié des détenus a moins de 30 ans. Le niveau éducatif est un autre indicateur : plus de la moitié des condamnés n'a pas fini des études secondaires. Encore une fois, comme sous les dictatures, la jeunesse est suspecte. Le manque de couverture étatique dans la problématique des enfants abandonnés a fini par faire apparaître cet autre problème : la violence urbaine. Pour des jeunes aux identités affaiblies, la délinquance est une forme de socialisation.

---

<sup>90</sup> Sur ce sujet voir A. Brossat, *Le corps de l'Ennemi. Hyperviolence et démocratie*, La Fabrique, Paris, 1998, p. 234.

<sup>91</sup> Entretien de l'auteur avec un policier, août 1999.

<sup>92</sup> *Clarín*, 5/9/1999.



La délinquance apparaît comme une forme « réactionnaire » de la violence, au sens où les protagonistes vont réagir en exprimant leur frustration face à l'exclusion sociale. En Argentine, les jeunes exclus ne canalisent pas leurs « pulsions de mort » vers des objets valorisés par la société ou des institutions censées véhiculer l'idée républicaine, mais ils expriment des formes différentes de petite délinquance. Les vols avec destruction dans les écoles demeurent exceptionnels. À partir de l'année 2000, les piquets et les manifestations vont permettre une autre expression des jeunes.

Propre à l'individualisme de la société argentine de la fin du XX<sup>e</sup> siècle, un périmètre différent délimitant l'inclusion et l'exclusion se dessine. La peur de l'« Autre » social institue une nouvelle frontière. La construction des frontières se fait surtout à l'intérieur de l'Etat-Nation. Elle est clairement inscrite dans la définition plus générale de la frontière, comme limite de ce que l'on désire défendre.<sup>93</sup> Cette nouvelle frontière accompagne l'institution d'identités de substitution, de nouveaux « Nous » dont les membres se sentent étrangers à une société ou à un projet collectif. Elle sépare des pauvres, des exclus, des classes « dangereuses » au sens policier et non plus au sens politique comme pendant la guerre froide. Cette situation implique la restauration du principe d'altérité dans les représentations stratégiques fondées sur des options non pas idéologiques, culturelles, religieuses ou politiques, mais policières. Le soutien apporté à la *mano dura* par une partie considérable des secteurs populaires semble révéler la volonté d'éliminer celui qui est la preuve tangible de son « échec symbolique ». Conséquence de l'individualisme, de la concurrence et de la désintégration du social dans des sociétés structurellement atomisées, l'affaiblissement des liens sociaux et la rupture des solidarités exacerbent les rivalités et les méfiances.

La peur peut modifier des attitudes et des perceptions en redéfinissant les identités et les normes de comportements. Dans le discours sécuritaire, des secteurs radicalement différents trouvent une référence dans laquelle se reconnaître. Tous ont quelque chose à s'approprier et peuvent comprendre ce qui leur est proposé par cette nouvelle idéologie de l'ordre.

Les comportements phobiques ne peuvent pas être dissociés des personnes qui se trouvent isolées, sans réponse face à l'angoisse quotidienne d'individus qui ont perdu très rapidement tous leurs repères et qui ne reçoivent ni explications ni nouvelles propositions. Ils paniquent face à un manque évident de débouchés et d'avenir. Ce retour aux valeurs « sûres » lié à l'ordre social apparaît comme un réflexe de réassurance. Il se traduit dans le choix politique de nouvelles formes d'autoritarisme. Face à la fragilisation des liens sociaux, les personnes ressentent un besoin d'ordre, de réassurance symbolique liée à la panique qu'elles éprouvent devant le changement social. Cet « Autre » social est nouveau, même s'il existe depuis toujours.<sup>94</sup> L'altérité sociale est un terrain d'expérimentation des nouveaux discours de la haine, des

<sup>93</sup> A. Joxe, « Les Yougo-frontières de l'Europe et l'identité démocratique » Le débat stratégique européen, *Cahier d'Etudes Stratégiques* N° 19, sous la direction de A. Brigot, GSD EHESS. p. 13.

<sup>94</sup> La sensation que le détenu n'est pas un être humain mais se situe hors de l'humanité a été une constante. Voir l'interview d'un ex-détenu dans la revue *Crisis* N° 64, septembre 1988.



nouvelles pratiques de l'hostilité où la perception de l'étranger ou du petit délinquant comme corps indésirable n'est autre chose que le refus du pauvre.

### **De l'usage sécuritaire de l'immigration**

Si l'immigration n'est pas un facteur d'instabilité qui pousserait à une xénophobie généralisée et si le discours xénophobe existe depuis longtemps dans la société argentine,<sup>95</sup> la banalisation de la discrimination envers les immigrants est une caractéristique de la fin des années 1990. On assiste à une généralisation de l'usage sécuritaire<sup>96</sup> de l'étranger pauvre.

Les immigrants sont tenus pour responsables du chômage, du manque de sécurité et de la saturation des services publics, en particulier de la santé. L'idée que les flux migratoires aggravent considérablement la situation en renforçant les facteurs de décomposition sociale est une idée ancienne. Cependant, bien que le discours anti-immigré ne soit pas nouveau en Argentine, l'idée du travail comme une exclusivité pour les Argentins ou comme un droit usurpé par les étrangers est nouvelle.

Le fossé entre la stabilité économique argentine des années 1990 et les pays voisins, la différence des salaires et la prestation des services ont entraîné l'augmentation des flux migratoires. Le plan de convertibilité a favorisé l'immigration : une heure de travail en Argentine représentait en dollars plusieurs heures dans les autres pays de la région. Cette conjoncture a favorisé la présence dans les grandes villes d'importantes quantités de personnes originaires des pays voisins. Cependant, le pays n'a pas été « envahi » par les immigrants latino-américains. Selon le recensement de 1991, au début de l'administration Menem, il y avait 1.700.000 étrangers, dont moins de la moitié seulement était composée par ces derniers. Jamais depuis le premier recensement de 1871, la proportion d'étrangers n'a été aussi basse (5 %). Le profil de l'immigration a changé. L'immigration d'Europe occidentale s'est arrêtée. Alors que le nombre de ceux qui proviennent d'Uruguay, du Paraguay et du Chili diminue, celui des Boliviens, des Péruviens et d'autres Latino-américains augmente. Il y a aussi une nouvelle immigration composée essentiellement de Coréens,<sup>97</sup> de Chinois et d'Européens de l'Est. La crise du

---

<sup>95</sup> Il convient de faire référence aux tensions ponctuelles dans les provinces du sud, conséquence de la présence des populations chiliennes.

<sup>96</sup> À un autre niveau, une analyse sur la sécurité doit prendre en considération la décision d'une minorité récemment installée, les « Chinois », de développer une politique de sécurité. Ce groupe a été victime lors de la crise de décembre 2001 des saccages et pillages de supermarchés et de commerces, principalement dans le grand Buenos Aires. Une partie importante des morts et des blessés a été le résultat d'actes de défense de la part de ces petits commerçants. Ceci les a conduits à l'achat d'armes, à la constitution de groupes d'autodéfense recourant aux armes et au recrutement de vigiles privés.

<sup>97</sup> Les Coréens sont un autre exemple du discours xénophobe. Ils sont arrivés en Argentine dans les années 1980 en s'investissant dans l'industrie textile, le commerce d'aliments et de l'habillement. Perçus comme un ensemble, les Coréens sont accusés d'exploitation, d'évasion fiscale et d'un manque de désir d'assimilation. Le discours sur le quartier coréen récupère l'idée d'invasion et d'occupation par des immigrants.





début du XXI<sup>e</sup> siècle a été accompagnée par un départ important d'immigrants, en particulier d'origine asiatique.

La relation étranger-chômage s'est installée de façon progressive à partir de la moitié des années 90. Les attaques envers les travailleurs étrangers sont apparues sous des formes diverses : déclarations journalistiques, panneaux publicitaires comme celui du syndicat de la construction (UOCRA) ou déclarations de fonctionnaires comme celles du ministre de l'économie.

Au début de l'année 1999, le projet du gouvernement Menem, favorable à une sélection plus rigoureuse des étrangers qui entrent en Argentine, a relancé le débat sur les immigrés. Celui-ci visait à augmenter les formalités pour obtenir un droit de résidence permanent et à durcir les lois destinées à sanctionner les trafiquants de clandestins.

Alourdir les formalités équivaut à fermer l'immigration aux voisins. C'était un projet de discrimination contre la pauvreté. Il posait des conditions inaccessibles : obtenir un visa<sup>98</sup> dans le pays d'origine et arriver avec un contrat de travail.<sup>99</sup> Par ailleurs, la résidence temporaire<sup>100</sup> impliquait un coût très élevé. Il fallait payer la taxe d'établissement, la visite médicale, les honoraires du notaire et les attestations réalisées dans les consulats. Il faut aussi souligner le coût que représentait le fait de s'absenter de son travail pour accomplir les formalités administratives.

Dans le contexte du projet de loi sur l'immigration, des opérations policières, publiques et spectaculaires ont été organisées pour détecter les « indésirables ». Les images de « délinquants évidents ou potentiels » ont été largement diffusées par les moyens de communication. Beaucoup de témoins ont signalé la brutalité de la police, même lorsque les personnes avaient des papiers en règle. Dans ces rafles, sans ordre de détention, on a cherché des individus d'une nationalité déterminée. Ces actes ont été taxés de racisme par des organismes de défense des droits de l'homme.<sup>101</sup> Dans le discours policier, les étrangers ont une certaine spécificité ; la législation ne serait pas suffisante pour être efficace contre le délit : « *avec les étrangers nous avons les mains liées* ». <sup>102</sup> La police a tendance à établir des stéréotypes de délits en fonction de la nationalité, ce qui a pour effet de réactualiser les préjugés populaires : Chiliens : pickpockets ; Boliviens : vendeurs de drogues ; Péruviens : escrocs ; Paraguayens : contrebandiers ; Dominicaines : prostituées.

À la fin des années 1990, une partie de la classe politique, qui dépasse le ménémisme, a cherché à gérer les réactions locales de rejet de l'émigration. Dans la conjoncture électorale de 1999, les immigrants latino-américains ont été accusés d'être à l'origine des deux problèmes les plus importants : le chômage et l'insécurité. Selon un modèle

<sup>98</sup> Elle demande un contrat de travail, des fiches de salaire, la justification du paiement des charges sociales.

<sup>99</sup> Il faut prendre en considération la difficulté d'obtenir un contrat de travail dans un marché flexibilisé.

<sup>100</sup> La résidence définitive est réservée à ceux qui ont un lien de famille avec un Argentin.

<sup>101</sup> *Página 12*, 23/1/1999.

<sup>102</sup> *Clarín*, 17/1/1999.



classique, ils seraient à l'origine des tensions sociales surtout quand le chômage et la violence augmentent. Les immigrés latino-américains sont perçus comme un ensemble, sans singularité, telle une masse uniforme. Au travers du discours discriminatoire, se forme l'image d'une communauté homogène et fermée où les caractéristiques négatives de sujets spécifiques sont attribuées à tous les collectifs d'immigrants.

Rendre l'« Autre » responsable du chômage et de l'insécurité est une ancienne stratégie du pouvoir pour détourner l'analyse des causes et des responsabilités mais aussi un mécanisme de discrimination fonctionnelle pour l'exclusion sociale. La stigmatisation des immigrés et le niveau élevé de chômage promeuvent l'acceptation de conditions d'emploi particulièrement difficiles. Stratégie totale, elle porte des éléments qui touchent une large partie de la société. Elle s'enracine dans les secteurs moyens de la société préoccupés par le manque de sécurité et où les préjugés face aux Latino-américains sont forts. Elle agit dans les secteurs les plus bas de la société, s'appuyant sur l'angoisse éprouvée face au chômage et sur la concurrence face à un bien peu abondant. Cette démarche essentiellement clientéliste a visé à séduire des groupes spécifiques en adaptant le discours à ce que ces groupes étaient déjà préparés à entendre. Plus qu'aux mouvements de population caractéristiques du désordre global, la violence raciste nous renvoie directement aux changements sociaux établis sous le ménémisme, aux nouveaux rapports établis, aux phénomènes de mobilité et de chute. La ségrégation qui se dessine est autant sociale que raciale.

Les secteurs qui ont développé à partir de 1995 le discours sur l'immigration sont partis de l'a priori que les catégories les plus exposées à la précarisation et à l'exclusion sont aussi sensibles que les classes moyennes aux thèses qui lient l'immigration latino-américaine à la concurrence sur le marché du travail et à la délinquance. L'élargissement de l'espace du racisme doit être mis en relation avec la faible participation des secteurs exclus dans les conflits sociaux des années 90.

Par rapport à l'étranger, le discours sécuritaire repose sur trois idées : les étrangers sont sur-représentés parmi les délinquants, les personnes interpellées pour trafic de drogue sont étrangères et leur situation par nature irrégulière d'immigrés clandestins les conduit à se livrer à des activités illégales. Paradoxe de ce discours, deux aspects essentiels de la relation sécurité-immigration dans le « désordre global » sont sous-estimés : 1) la forme clandestine, furtive et illégale que prend le phénomène migratoire sous l'impulsion de groupes criminels, 2) le fait que l'immigration clandestine constitue une source importante de profit pour le crime organisé.

Par ailleurs, en relation à d'autres cas de xénophobie – comme c'est le cas en Europe Occidentale – toute une série des sujets caractéristiques de ces pratiques est absente. Le discours développé dans l'Argentine de la fin du XX<sup>e</sup> siècle n'intègre pas au concept de sécurité la dimension démographique en jouant sur les notions de vieillissement ou de natalité. Nous sommes loin d'un scénario de bouleversement des équilibres démographiques qui ferait craindre des effets sur les Etats d'accueil et aboutirait finalement à une déstabilisation politique. Aucune représentation ne souligne de conséquences majeures concernant les mouvements éventuels de populations. La question n'est jamais posée en termes d'identité culturelle ou autre ; le fait d'être porteur



d'une autre culture est sans importance. Finalement, l'existence de diasporas mobilisées soutenant leur pays d'origine au sein même de la société argentine est absente du débat.

La participation des étrangers dans la délinquance est cependant en baisse.<sup>103</sup> Sur un total de 20.370 condamnations en 1996, seulement 5,99 % correspondait à des étrangers. Par ailleurs, la présence d'étrangers sur le marché de l'emploi n'est pas non plus très importante. Selon l'enquête de l'INDEC en date d'octobre 1998, il y avait dans la ville de Buenos Aires, sur 2,5 millions d'habitants, 239.279 étrangers dont 108.353 travaillaient, soit 7,9 % de la population économiquement active. Dans la banlieue de Buenos Aires, sur 6,6 millions d'habitants, 575.216 étaient des étrangers, dont 269.744 travaillaient, soit 8,2% de la population active.<sup>104</sup>

Le discours installé à la fin du XX<sup>e</sup> siècle récupère les préjugés d'origine européenne envers la figure de l'Indien et fiche implicitement et explicitement les Latino-américains. Traditionnellement tenus pour responsables tant des épidémies que de la délinquance, en passant par la pénurie de logements ou le chômage, les immigrés font revivre le vieux discours anti-immigratoire du début du XX<sup>e</sup> siècle.<sup>105</sup> Le débat sur les immigrants latino-américains n'est pas nouveau, mais il a pris une virulence inhabituelle.<sup>106</sup>

Le contexte des transformations socio-économiques, les ruptures des solidarités que l'imaginaire populiste avait établies avec l'Amérique latine et l'expansion de la culture globale ont eu des effets sur la subjectivité de secteurs importants. Ces phénomènes ont accentué le déracinement traditionnel et la problématique identitaire propre à une grande partie de la société argentine. L'ancrage dans une identité européenne aliénée et l'incidence des préjugés raciaux en relation au monde métis et indigène réinstallent un imaginaire qui attribue la responsabilité des crises à des groupes déterminés. De l'opposition des habitants à la réalisation de la première fête des collectivités latino-américaines,<sup>107</sup> jusqu'à l'assassinat d'une jeune Bolivienne en mai 2001, en passant par des actes divers de discrimination pour le phénotype, la société argentine a donné des signaux évidents d'un passage de la xénophobie au racisme.<sup>108</sup> Or, la violence ouvertement raciste est apparue diffuse et très localisée et on ne perçoit pas toujours

<sup>103</sup> Le journal *Clarín*, citant comme source la *Dirección de Política Criminal del Ministerio de Justicia* et la *Revue de Policía y Criminalística*, soutient que la responsabilité des immigrés dans la commission des délits est faible. Par ailleurs, citant les indices de l'INDEC, il soutient la même idée en ce qui concerne le chômage.

<sup>104</sup> *Página 12*, 22/1/1999.

<sup>105</sup> En raison de leurs revenus faibles, les immigrants ont tendance à se regrouper dans des quartiers défavorisés toujours associés à la délinquance.

<sup>106</sup> Pendant la dictature, le maire de la ville de Buenos Aires, Cacciatore, mettait les étrangers dans un train et les renvoyait à la frontière. Sous la démocratie, des pratiques similaires ont été dénoncées concernant les Indiens Tobas : ils étaient placés dans des camions et conduits vers la province du Chaco.

<sup>107</sup> Ils prétextaient la détérioration de l'espace public. *Clarín*, 26/7/1999.

<sup>108</sup> Le cas des frères Martinez que l'on a empêchés de voyager à l'étranger en prétextant le caractère falsifié de leur passeport et qui étaient accusés d'être boliviens et non argentins, en est un exemple. Ils ont fait l'objet d'agressions physiques et morales de la part de la police de l'Air. *Clarín*, 15/7/1999.



clairement les liens entre, par exemple, l'activité d'idéologues relativement marginaux (néonazis) et l'émergence d'actes isolés de violence.

Les ségrégations sont des réactions d'une partie de la société qui ne refuse pas l'assimilation d'émigrés d'origine européenne. Que l'« Autre » ou « Eux » ne soient pas le « Nous » est généralement exprimé par le phénotype, la langue, la religion ou la culture selon des postulats plus ou moins empiriques. Les conduites racistes sont favorisées par l'existence de marques physiques ou culturelles rendant identifiable tout individu appartenant à la population racisée.<sup>109</sup> Les traces de la différence continuent à avoir un rôle important à la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Cette représentation s'appuie sur le fait que l'aspect physique diffère de la norme d'une partie considérable de la population. L'élimination de cet « Autre » immigrant, stigmatisé comme corps étranger, s'exprime par son rejet hors des frontières nationales, un rejet toujours fantasmé par une partie de la société.

Ce mécanisme naturalise la situation d'exclusion et la perception de l'« Autre » selon une conception du monde essentialiste, faisant de la culture un fait de la nature. Dans cette conception, l'appartenance à tel ou tel groupe, perçu comme un ensemble homogène et immuable, détermine entièrement l'action de l'individu. La naturalisation de l'« Autre » paraît réinstaller une forme de bio-politique dont le déplacement de la xénophobie vers le racisme serait la principale conséquence. Cette représentation énonce une vision « naturaliste » des règles de la société et adopte une position selon laquelle l'être humain ne se construit pas, mais hérite des éléments qui le composent. Elle repose sur une conception de la suprématie des lois de la nature sur celles de la culture et de l'inné sur l'acquis et tente de donner à la haine de l'« Autre » un fondement objectif pour qu'il demeure radicalement « Autre ». Cette représentation ne présente pas d'originalité par rapport à la démarche de l'extrême droite européenne de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

Elle institue un modèle où l'identité se définit dans un rapport de domination. On discrimine ceux qui ont certaines caractéristiques physiques. Or, ce sont des caractéristiques partagées par des secteurs de la société argentine qui ont traditionnellement occupé un lieu discriminé dans l'imaginaire collectif. C'est précisément parce qu'il est devenu un « Autre » infiniment proche et un quasi-même comme résultant des transformations de la société argentine que cet « Autre » proche doit être reconduit à une altérité plus absolue.

Abandonnant la politique,<sup>110</sup> la phobie ou la haine de l'étranger prennent nécessairement une tournure raciale au sein d'une partie de la société argentine, en raison de la tentation de placer l'« Autre » dans une altérité plus radicale. Il s'agit d'un phénomène préoccupant si l'on considère les processus de désintégration du consensus et l'effet de certains phénomènes de violence.

La fin du mythe de l'« exceptionnalité » argentine, l'ancrage définitif en Amérique latine conduit à un comportement de « petit blanc » dans des secteurs importants de la

---

<sup>109</sup> M. Wieviorka, *L'Espace du Racisme*, Seuil, Paris, 1991, p. 181.

<sup>110</sup> Sur le rôle de la figure de l'étranger dans la culture politique argentine voir E. Manero, *L'Autre, le même et le bestiaire*, op. cit.



société. Il n'y a plus d'ennemi lointain, mais au contraire un individu très proche, porteur d'altérité certes, mais aussi ayant une histoire et une culture communes ; un ennemi dont la proximité est aussi physique puisque les caractéristiques physiques des personnes stigmatisées comme « Autre » correspondent à une partie de la population argentine. Cette représentation diffère de celle où les étrangers ont été considérés comme de la plus grande nocivité idéologique et politique. À la différence de cet étranger « politique » de la guerre froide, les immigrés manquent d'une structuration politique. Ils présentent une faiblesse structurelle par rapport à ceux qui ont été associés au communisme ou à l'impérialisme. Concernant les rapports traditionnels entre l'Argentine et les autres pays d'Amérique latine, l'immigration provenant du voisinage proche représente avant tout une dynamique favorisant l'intégration. Celle-ci est un facteur de rapprochement et de coopération entre les peuples. Via les migrations, le phénomène de la pauvreté est partagé entre les diverses sociétés.

## Conclusion

L'augmentation de la criminalité apparaît comme un phénomène nouveau que la société tient pour une menace grave. La sensation d'un manque de sécurité, d'abandon de la part de l'Etat et des dirigeants politiques est une constante à partir des années 1996-1997. L'angoisse sécuritaire s'est développée de façon exponentielle en devenant, à la fin des années 90, avec le chômage, la principale préoccupation des Argentins.<sup>111</sup>

Ce n'est pas la première fois que la société doit faire face à une vague de violence, mais c'est la dimension prise par ce phénomène et son caractère structurel qui constituent la nouveauté. Dans un contexte croissant de violence et de désordre public, la société remet en question le « déficit de provision de sécurité » réalisé par l'Etat, en réclamant plus de coercition. Or, la Société civile n'a pas de demandes claires sur les questions d'ordre public. Elle ne participe pas non plus au débat sur la conception des appareils de sécurité. La réponse est une vulgate sécuritaire qui fait partie d'une pensée unique construite sur l'inaction supposée des autorités, l'impéritie de la justice, des sanctions pénales sévères, l'intensification de l'activité policière, la focalisation sur les récidivistes et la stigmatisation des jeunes d'origine populaire ou immigrés. Avec la délinquance et la difficulté à la gérer, la politique (qui, par essence, suppose le désaccord) et la démocratie comme mode de gouvernement sont remises en cause, même si ceux qui demandent la *mano dura* cachent leurs aspirations autoritaires. C'est au nom de la démocratie qu'ils insistent sur le besoin de rétablir l'ordre.

Dans le discours installé, l'insécurité était perçue sous l'angle de la violence de rue et jamais sous celui de l'exclusion sociale. La sécurité est définie en termes physiques seulement à partir du recours à la violence. La question sociale est ignorée. La prévention structurelle disparaît au profit de la prévention de la délinquance. Les préoccupations sociales ne sont envisagées que tant qu'elles concourent au maintien d'une forme de paix sociale. La réduction du rôle social de l'Etat est directement proportionnelle à l'élargissement de son intervention pénale. La fin de l'intervention

---

<sup>111</sup> Clarín, 27/8/1998.



sociale paraît solliciter l'application de dispositifs de contrôle de la population. La question sécuritaire est indissociable d'une redéfinition des missions de l'Etat.

La problématique sécuritaire montre la complexité de la pensée hégémonique à la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Elle laisse voir les limites et les contradictions du discours néolibéral. Pour ce dernier, il n'y a pas besoin de structures publiques sauf pour la sécurité. C'est exclusivement dans ce dernier domaine que la pensée néolibérale circonscrit son besoin d'Etat. L'Etat doit se limiter à la conservation de l'ordre social. Or, le soutien à outrance de la privatisation de la force, le développement de groupes de civils armés pour réaliser des tâches propres aux forces de sécurité paraissent conduire l'institution étatique à ses limites.

La situation argentine s'inscrit dans une tendance globale : l'Etat n'apparaît plus comme le seul garant de la sécurité. Selon cette tendance, l'idée que la sécurité serait un bien collectif, qui ressortirait exclusivement du gouvernement et justifierait son monopole de la violence serait historiquement dépassée. Traditionnellement, la théorie libérale protégeait les fonctions régaliennes. La sécurité est un bien collectif par excellence et l'Etat a constitué son pouvoir sur sa capacité à l'assurer. Pourtant les gouvernements ne sont plus épargnés par la critique libérale sur le thème de la sécurité. De nouvelles logiques de sécurité apparaissent orientées par le marché.

L'augmentation des formes de criminalité a donné des éléments pour la construction d'une menace sociale dont l'exhibition exacerbée est utile pour stimuler les peurs. Cette peur mobilise la part violente et autoritaire de la société en habilitant à légitimer, sur le présupposé qu'il s'agit d'une demande de la population, la réduction de garanties. La pénalisation de la misère conduit à l'incarcération massive, solution en accord total avec le nouveau sens pénal commun provenant des Etats-Unis. L'exemple de la province de Buenos Aires, avec des détenus logés dans des usines désaffectées, montre le recyclage du travailleur en chômeur, du chômeur en délinquant, du délinquant en indésirable, de l'indésirable en ennemi, de l'ennemi en bête à abattre.

L'Argentine est devenue une société où l'insécurité est croissante et dans laquelle s'est installée la peur de l'« Autre » proche, une société méfiante du voisin, où autrui devient un adversaire potentiel. La disparition des espaces traditionnels où se résolvaient les conflits provoque des fissures d'où jaillissent des conflits horizontaux, qui se manifestent par l'exclusion de secteurs déterminés considérés comme coupables ou responsables. Les réactions phobiques ne sont pas isolées du manque de certitudes produites par un contexte de mutations et de changements profonds. Dans ce type de conjoncture, les individus fragilisés tendent à développer par réaction un rapport plus difficile envers l'« Autre ». La forme prise par la peur de ce dernier peut s'expliquer par un affaiblissement de l'identité sociale. Cercle vicieux, le manque de sécurité est une situation déstabilisante pour des identités fragilisées. Le rapport à cet « Autre », immigrant ou pauvre, met en évidence le caractère fragile de son identité sociale actuelle et surtout l'ambiguïté de son avenir.

Le trait spécifique de la société argentine de la fin du XX<sup>e</sup> siècle est la rupture avec le modèle de violence fondé sur un ennemi idéologique et le déplacement vers



l'instauration d'un ennemi social. L'institution d'un nouveau voisinage interne est la caractéristique de l'Argentine de la fin des années 90.

Le rapport à un « Autre » menaçant, basé sur le voisinage idéologique propre à la guerre froide, a perdu de sa légitimité au profit de la proximité d'un « Autre » social. Fondé sur l'idée d'un ennemi intérieur à détruire, un discours de « guerre sociale » commence à s'imposer dans les années 1990. Il repose sur une conception négative de l'altérité construite sur une forme actualisée du rapport ami-ennemi. Dans les représentations en gestation, on peut voir à nouveau les vestiges d'une conception de l'altérité relevant du XIX<sup>e</sup> siècle, dans laquelle, par une régression infinie, on pourrait percevoir des traces encore plus archaïques. L'« Autre » menaçant est un monstre sauvage de naissance qui vole et assassine comme il kidnappait autrefois des femmes « blanches » ou posait des bombes, par pure dégénération congénitale, par dégénérescence spontanée. La construction de cet « Autre » devient un élément central dans la tâche de légitimation de la gestion pénale de l'insécurité qui accompagne le désengagement de l'Etat sous le néolibéralisme.

Les modalités et les dispositifs du contrôle social se modifient aussi avec les représentations stratégiques. Dans l'Argentine de la post guerre froide, ce contrôle est assuré non plus par l'armée mais par les polices et les forces de sécurité.

Les événements de décembre 2001 ont signifié un recul momentané dans les pratiques et les mécanismes destinés à l'institution de l'altérité sociale. Or, la sensibilité d'une partie de la société, résultat de la gravité de la situation sociale, cohabite avec un accroissement de la méfiance entre individus de la même classe, depuis les saccages, et avec la mise à profit, par les apologistes de l'ordre, de l'augmentation de la délinquance et de la protestation sociale accompagnant la crise. Ces derniers vont de plus en plus mettre en avant l'impression de conjoncture dangereuse, de conditions menaçantes résultant des variables socio-économiques. Si l'administration Kirchner essaie de renverser la tendance sécuritaire forgée dans les années 1990, la démonisation de la délinquance et la criminalisation des *piqueteros* continuent à influencer le nouveau cycle.